



Spiritualité Anthropologie Ecologie Intégrale Entreprise Consommateur Epargnant Collectivités publiques

Institut François Neveux

27 avril 2024

Dossier

Les bonnes pratiques de l'économie de communion en réponse à la question sociale

LES CONSOMMATEURS-EPARGNANTS DE COMMUNION

« J'étais mobilisé pour influencer le comportement des autres, mais je n'avais pas remis le mien en question.

J'étais leurré en pensant que condamner les fautes de mon prochain me rendait vertueux.

J'étais désolé que certains de nos modes de vie dévastateurs ne nous rendaient pas plus heureux.

Que pouvais-je faire, moi ? Suis-je réellement impuissant ?

Ou suis-je trop lâche ou trop fainéant pour essayer ?

Je veux que mon travail reflète mes valeurs.

Je veux contribuer à faire changer les mentalités

Je souhaite trouver un moyen de promouvoir une société moins portée sur notre confort, sur nos désirs.

Plus soucieuse d'autrui [de son emploi] et de sa planète.

Au lieu d'essayer de changer les autres, d'abord se changer soi-même, en passant par des actions concrètes.

Montrer l'exemple et témoigner.

No impact man. Colin Beavan. Fleuve Noir. 2010.

Introduction

1. L'Économie de communion, c'est de l'économie. Pourquoi cette focalisation sur la création ou la non destruction d'emplois par nos comportements ? Pour reprendre un propos de Chiara Lubich qui est très juste socialement, l'emploi, autrement dit le travail, est la réponse centrale à la question sociale. C'est l'emploi, le travail rémunéré qui permet de vivre et de faire vivre une famille. C'est un moyen puissant, si ce n'est essentiel, pour s'insérer dans la société, pour y trouver sa place et partager un projet et une destinée commune. Les autres réponses à la question sociale ne sont que des compléments nécessaires, mais qui restent des compléments. Ultérieurement, il sera important de revenir ces compléments que sont le rôle de l'Etat et des collectivités locales, l'Union Européenne et la mondialisation, le modèle social, le modèle économique de développement qui sont des enjeux macroéconomiques qui ordonnent et éclairent nos comportements microéconomiques, l'objet de ce texte. En effet, l'économie de communion est un projet global, un projet de société dans la perspective d'une Civilisation de l'Amour.

2. De plus, d'un point de vue concret, pour chacun de nous, la création ou la destruction d'emplois, cela nous parle comme enjeu majeur de société, comme expression de la priorité donnée à l'emploi, à un travail digne sur le pouvoir d'achat du consommateur. Enjeu qui interpelle nos actes économiques quotidiens de consommateur-épargnant.

L'économie de communion est **POUR TOUS**¹. L'économie de communion nous invite à changer, à convertir, nos comportements, nos styles de vie d'agents économiques pour faire émerger une économie inclusive et durable dans la perspective d'une écologie intégrale.

3. Après avoir répondu à la question du « pourquoi », il sera utile de rappeler les « fondamentaux » de l'économie de communion, puis nous aborderons les « bonnes pratiques » pour terminer sur les différents « engagements » possibles.

¹ Luigino Bruni. 2011. 20^{ème} anniversaire de l'EdeC.

Table des matières

Introduction.....	2
1. LE CONSTAT ALARMANT DE LA SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE DE LA FRANCE.....	5
La pauvreté est à nos portes	5
Un chômage toujours très important malgré de nombreuses créations d'emplois	6
« Français et travail : le désamour ? »	7
Les dépenses contraintes en constante augmentation	7
La fin du recours à la dépense publique, une question de justice sociale intergénérationnelle	8
Un déséquilibre constant dans la répartition de la richesse	9
Le pouvoir d'achat	9
Les enjeux à l'ère du numérique	10
Les contraintes liées aux enjeux de développement durable : une bombe sociale	10
Les contraintes liées aux principes qui fondent la mondialisation	11
« Avons-nous mal au ventre ? »	11
2. LES ESSENTIELS DE L'ECONOMIE DE COMMUNION.....	12
« C'est l'amour du frère qui manque »	12
Les essentiels de l'économie de communion.....	12
Nous sommes tous la réponse à la question sociale.....	14
La vocation du consommateur-épargnant de communion.....	14
Quelles bonnes pratiques au bénéfice de l'emploi et d'un développement durable ?	14
4. Les critères des bonnes pratiques favorables à l'emploi et à un développement durable	15
Le juste prix	15
« Je consomme, ils meurent »	15
Contribuer à l'écologie intégrale	16
Favoriser l'économie circulaire	16
Favoriser l'économie des usages.....	17
La transition énergétique : vers une plus grande sobriété	17
5. Les consommateurs-épargnants, acteurs d'une juste répartition de la richesse	18
Nous sommes ordonnés au bien commun.....	18
La vocation du consommateur-épargnant de communion.....	19
La vision : l'attention aux exclus et à la protection de l'environnement	19
Pour un relationnel de communion	19
6. Les consommateurs de communion comme créateurs d'emplois et protecteur de l'environnement.....	20
Une conversion de nos comportements de consommateurs	20

Les principaux postes de budgets concernés pour les personnes et les ménages	20
Acheter responsable.....	21
Changer nos habitudes alimentaires, ne plus gaspiller, favoriser l'agriculture régénératrice »	22
Un accès digne et durable à une alimentation saine pour tous.....	24
Hygiène, soins, santé, nettoyage.....	25
Limitier les déchets, les recycler, les composter, les donner, les louer, les échanger :.....	25
Acheter le minimum d'habits et réduire leur renouvellement	26
Accélérer la construction de logements sociaux et intermédiaires	27
Acceptons la construction d'usine dans notre voisinage et de mobiliser notre épargne pour l'industrialisation.....	28
L'usage de l'énergie : passer du consommer mieux au consommer moins.....	29
Attention à une transition énergétique menée trop rapidement.....	30
Les réponses aux personnes en difficultés de mobilité.....	32
Interroger notre relation au « paradigme technocratique » : la numérisation accélérée	32
L'intelligence artificielle, une vraie question.....	36
Renoncer au tourisme en renouant avec le voyage.....	38
L'enjeu d'une information pertinente pour prendre les bonnes décisions	39
7. Epargnants de communion	39
Pour une réorientation de l'affectation de l'épargne des français	39
A la recherche d'un équilibre entre épargne de précaution et épargne active,.....	40
« Investir [est] une responsabilité morale ».....	41
Enrichissement sans cause	42
Le nécessaire et le superflu	42
4.COMMENT S'ENGAGER DANS L'ECONOMIE DE COMMUNION ?	43
Etre pratiquants de l'économie de communion.	43
Devenir « diffuseur » de l'économie de communion.....	43
BIBLIOGRAPHIE.....	45

1. LE CONSTAT ALARMANT DE LA SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE DE LA FRANCE

La pauvreté est à nos portes

4. La pauvreté sévit dans tous les pays du monde, le plus souvent pour des causes identiques générées par l'égoïsme des nantis. Mais commençons par se donner l'ambition d'apporter une réponse aux 9 millions de personnes en situation de pauvreté en France², soit 14,6% de la population. Ils sont nos prochains à un double titre, ce sont nos frères en humanité et ce sont nos voisins. Il serait paradoxal de ne pas leur donner la priorité, tout en contribuant aussi à apporter des réponses autres autant que faire se peut.

Le seuil de pauvreté s'établit à 1 102€ pour une personne (60% du revenu médian), et à 2 314€ pour un couple avec deux enfants. Le revenu disponible moyen annuel et mensuel des ménages après transferts sociaux et impôts s'élèvent³ :

- *Pour les 10% les plus modestes : 10 030€/an, soit 836€/mois
- *Revenu médian : 31 200€/an, soit 2 600€/mois
- *Pour les 10% les plus aisés : 102 880€/an, soit 8 873€/mois

5. Les groupes sociaux les plus touchés par la pauvreté sont les SDF, les familles monoparentales, les chômeurs de longue durée, les jeunes sans travail, les personnes âgées, les immigrés ... Cela ne signifie pas que tous les membres de ces groupes sont en-dessous du seuil de pauvreté, mais que c'est dans ces groupes que le nombre de personnes en situation de pauvreté est le plus élevé.

Le nombre de sans domicile fixe en France s'élève en 2020 à 300 000 environ, soit une très forte augmentation au regard de 2019 avec 143 000.

Selon l'Insee, sur 8 millions de familles ayant au moins un enfant mineur, 25% sont monoparentales, soit 2 millions, en augmentation.

11 millions de personnes de personnes souffre de solitude.

Combien d'immigrés sont en attente de régularisation ? 900000 étrangers présents illégalement en France, en 2020, selon l'observatoire de l'immigration.

6. Quelles sont les causes de cette pauvreté ? Les accidents de la vie, l'éclatement de la famille, le niveau de formation, la marginalisation sociale, la solitude, le niveau des retraites, la maladie, le handicap, la perte de sens, les logements indignes, le travail indigne, le manque de services publics, le coût de l'énergie, les temps de transports, le niveau des dépenses contraintes... Nombre de ménages en attente d'un logement social ? 2,42 millions de ménages fin 2022, un record. Depuis 2020, on constate une très forte accélération des inégalités entre les plus riches et les plus pauvres, dans le monde. Les 1% les plus riches ont capté les 2/3 de toutes les nouvelles richesses. En France, 42 milliardaires ont augmenté leur fortune de 58%

² Insee 2019. Pour franceconsultations.com, en 2024, ce chiffre serait de 12 millions soit 18,5% de la population

³ Insee Références 2021. Revenu disponible par ménage par tranche de revenus 2018.

en deux ans. Depuis 1997, dans le partage de la valeur au sein des grandes entreprises, seule la part des actionnaires du CAC 40 a augmenté de 80 milliards. La part des salariés a diminué de 10% depuis 2009⁴.

Peut-on traiter les causes de la pauvreté de façon uniforme ? Non. Il existe des réponses, dites macroéconomiques ou macrosociales comme la création d'emplois, les niveaux de salaires, le niveau des retraites, la politique du logement, la politique familiale, la relation urbanisation/transports, la réduction des dépenses contraintes... Mais que ce soit en termes de personnes ou en termes de territoires, il faut des réponses ciblées, des réponses coordonnées, des réponses de long terme.

Les inégalités augmentent-elles dans le monde ? Oui, les inégalités économiques sont extraordinairement élevées. L'extrême pauvreté et l'extrême richesse ont augmenté fortement et simultanément entre 2019 et 2020, plus rapidement qu'à n'importe quel autre moment depuis la seconde guerre mondiale⁵. Le problème de la faim est-il réglé dans le monde ? Non, 9,2% de la population mondiale souffre de la faim chronique. Dans le monde 29,6% de la population est touchée par l'insécurité alimentaire. En Afrique, 61% de la population. Chiffres en augmentation continue depuis 2015⁶.

7. Quelle place pour la philanthropie et les transferts sociaux ? Pour l'économie de communion, ni la philanthropie, ni les transferts sociaux, ne peuvent être LA réponse aux situations de pauvreté. La première réponse, la réponse structurelle, consiste dans une juste répartition de la richesse dès sa création grâce à un juste prix des échanges économiques entre toutes les parties prenantes de l'entreprise.

Un chômage toujours très important malgré de nombreuses créations d'emplois⁷

8. Les demandeurs d'emplois inscrits à France Travail au 4^{ème} trimestre 2023. Leur nombre s'établit à 5,13 millions pour les catégories A, B, C, soit 17% des actifs, dont 2,82 millions sans emploi (catégorie A), soit 9,1% et 2,31 (catégorie B et C) qui exercent une petite ou très petite activité, soit 7,5%. Il augmente de 1% ce trimestre. Le taux de chômage officiel s'élève à 7,4% pour la catégorie A, car le gouvernement utilise les modes de calcul du Bureau International du Travail qui sont plus favorables. Trois régions (PACA, Occitanie et Hauts de France) ont un taux de chômage (catégorie A) compris entre 9 et 10%. En revanche pour deux régions (Bretagne et Franche-Comté) ce taux est inférieur à 7%. Les autres régions métropolitaines s'échelonnent entre 7 et 8%. Le taux de chômage des hommes et des femmes est assez proche.

Sachant qu'en France il y a 5,7 millions de fonctionnaires qui ne risquent pas le chômage le taux de chômage des seuls actifs non fonctionnaires, approche les 22%, soit 1 français sur 5.

De plus sont inscrites 728 000 personnes en catégorie D qui ne sont pas tenues de rechercher un emploi. Quant aux jeunes (moins de 25 ans), ils sont 0,55 millions au chômage soit 18,6% des jeunes, soit près de 1 sur 5.

⁴ Oxfam France BASIC. Inégalités salariales au sein des grandes entreprises. Les gros écarts. 27 04 2023.

⁵ Le Monde. 19 07 23. Joseph Stiglitz.

⁶ Le Monde. 12 07 23. Mathilde Gérard

⁷ INSEE emplois.

Ce chômage en baisse depuis 2017 est la conséquence d'une bonne tenue du marché du travail qui a créé 1,2 millions d'emplois sur la période 2017-2021. Mais ce sont souvent des contrats de courte durée. C'est aussi un effet de la prime versée pour les salariés en alternance, soit 422 000 emplois créés depuis 2019, pour une pérennité incertaine⁸. Mais le chômage remonte depuis quelques mois.

9. La priorité donnée au niveau de vie des consommateurs-citoyens et non à l'emploi (variable d'ajustement), par les acteurs de la mondialisation et de l'UE depuis les années 70, explique aussi l'importance de ce chômage chronique depuis les années 80. Un scénario de croissance effectué pour la région Provence Alpes Côte d'Azur sur la période 2010/2030 montre que l'acceptation d'une réduction de moitié de la productivité par emploi, par les chefs d'entreprises, contribuerait à faire baisser le taux de chômage global significativement, à 20 ans, si au moins 10% de la valeur ajoutée étaient concernée. Ce qui constitue une partie de l'approche suivie par l'économie sociale et solidaire.

« Français et travail : le désamour ? »⁹

10. « Selon l'IFOP, en 2022, seuls 24% des actifs lui accordent une place très importante dans leur vie quotidienne. Soit 36 points de moins qu'en 1990 ». Pour 62%, le travail est assez important, pour 11%, pas très important et pour 3%, pas important du tout.

En revanche les loisirs ont le plus progressés passant de 31% à 41% pour le « très important ». Les amis aussi beaucoup augmenté passant de 40 à 46%.

La famille reste la plus importante, même si elle a perdu 10 points. En revanche, la religion a reculé en passant de 56% pas important à 78%.

11. Depuis le Covid on constate un changement « hors normes » dans la relation au travail. Il n'a plus de place centrale pour notre insertion sociale. Le travail n'est une raison de fierté (16% des personnes interrogées), mais plutôt de sécurité (27%), de routine (27%), ou de plaisir (17%). « Il est devenu une valeur parmi d'autres ». En termes de climat social, ils attendent de l'entreprise un « bon équilibre entre vie personnelle et vie professionnelle ». 37% attendent de l'entreprise la prise en compte de leur bien-être, 12% du sens, 11% une bonne réputation, 7% une capacité à innover. Pour le salarié, le travail devient un lieu de consommation comme un autre, avec beaucoup plus de mobilité.

« Les barrières qui existaient face à l'envie de liberté et de changement ont sauté ».

Les dépenses contraintes en constante augmentation

12. La part des dépenses contraintes ou dépenses pré-engagées dans le revenu des ménages sont en forte augmentation. Elles sont constituées du logement, de l'énergie, des transports, des assurances, de la communication, de la santé, des frais financiers. Pour les plus pauvres, avec des revenus inférieurs de 900€ à 1 300€, elles constituent de 86% à 66% des revenus. Pour un couple avec deux enfants, appartenant à la classe moyenne, elles s'élèvent

⁸ Note OFCE 17 Mars 2022

⁹ Céline Delbecque. L'Express. 13 07 2022

à 44%. Pour les plus aisés, il faut compter 31%¹⁰. Le logement a vu sa part fortement augmentée, et l'alimentation aussi à cause de l'inflation.

Le reste à vivre est inférieur à 100€ par mois pour les 10% les plus pauvres et supérieur à 1500€ pour les plus riches. Un français sur deux n'épargne plus¹¹. On mesure ainsi combien toute augmentation du prix de l'énergie, de l'alimentation, des logements, des taxes, peut impacter gravement et immédiatement le nécessaire des moins aisés.

Le logement, un enjeu social majeur

13. « Le marasme actuel du marché immobiliser du logement menace de s'amplifier¹² ». Les constructions de logements collectifs baissent et les maisons individuelles ont chuté de 30% en 2022. Et les prix de vente dans les grandes villes continuent de monter. Quant aux logements sociaux, il ne s'en est construit que 170 000 pour un objectif de 250 000. 2,4 millions de ménages en attente d'un HLM et 4,1 millions de personnes mal logées¹³. Raréfaction du foncier, inflation des coûts, réduction de l'offre de crédit, chute des ventes, tout est dit.

Les réponses existent : alléger les mesures qui réduisent l'accès au crédit, réduire la fiscalité sur les biens immobiliers loués en résidence principale, encadrer le diagnostic de performance énergétique (DPE) qui assèche le marché de location, arrêter le discours négatif sur le logement qui serait un facteur d'inflation et de dégradation de l'environnement. Les investisseurs dans le logement de résidence principale ne sont pas des rentiers, l'objectif de zéro artificialisation nette (ZAN) a des effets bloquants sur la construction de logements. Il en va de même avec la réglementation environnementale (RE 2020) tellement difficile à appliquer. C'est aussi l'espoir de transmettre un patrimoine à ses enfants. De façon générale, il faut donc réduire le poids des normes. « Si les 4000 normes en vigueur dans l'immobilier contribuent à la qualité du logement, elles participent à la flambée des prix.

Et quand les logements font défaut, c'est l'entassement qui est la réponse. En fonction des règles de peuplement d'un logement de l'Insee, sur les 12 millions de franciliens, 2,7 millions vivent en situation de surpeuplement.

La fin du recours à la dépense publique, une question de justice sociale intergénérationnelle

14. Fin 2023, la dette française s'élève à plus de 3 100 Md€, soit 112% du PIB. Elle est générée par un déficit constant du budget de l'Etat, déficit prévisionnel pour 2024, qui s'élève à 147 millions d'euros soit 4,4% du PIB¹⁴.

Ce recours excessif aux financements publics qui apparaît comme un argent magique n'est pas durable. Malgré des prélèvements records qui réduisent la compétitivité de la France, ces dépenses ne sont pas jugées suffisantes. Or, en repoussant nos dépenses dans le futur par une dette colossale nous interpellons aussi la solidarité intergénérationnelle. Au nom de quoi ? Il faut dénoncer cette dépense publique incontrôlée et modifier notre modèle économique et

¹⁰ <https://www.lafinancepourtous.com>

¹¹ www.lesfurets.com

¹² Jean-François Copé. L'Express 15 06 2023

¹³ <https://maison-des-mandataires.com>. Les 5 chiffres du mal logement en France.

¹⁴ Economie.gouv.fr

social. De plus ce déficit du budget national contribue à creuser le déficit de la balance commerciale. C'est ce qu'on appelle les déficits jumeaux.

Un déséquilibre constant dans la répartition de la richesse

15. La France n'a jamais été aussi riche collectivement depuis sa naissance, il y a plus de 1500 ans. Elle appartient au club des nations les plus riches du monde. Elle est la 7^{ème} puissance économique mondiale. Et pourtant 13% de sa population est en dessous du seuil de pauvreté au sens monétaire et 21% au sens non monétaire (Revenus inférieur à 60% du niveau de vie médian, soit 1 102€ en 2019), soit près de 1 personne sur 5¹⁵.

Contrairement aux idées reçues, plus de croissance n'est pas la bonne réponse car les fruits de la croissance sont d'abord captés par les plus aisés. De plus, étant donné l'imbrication de l'économie de la France dans celle des autres pays, il est peu vraisemblable qu'elle puisse augmenter de façon significative sa propre croissance et ce de manière permanente. Pour l'économie de communion, la réponse, c'est d'abord une plus juste répartition de la richesse dès sa création par les entreprises¹⁶.

Les calculs effectués à partir des chiffres de l'Insee, montrent que les revenus augmentent de façon régulière entre le 1^{er} et le 9^{ème} décile de la population. En revanche pour le 10^{ème} décile, les revenus augmentent plus vite que pour les autres déciles, ce qui confirme le point précédent. Si les revenus du 10^{ème} augmentaient dans les mêmes proportions que les autres déciles, il serait possible de sortir les deux premiers déciles de la pauvreté.

Le pouvoir d'achat

16. Par la loi sur le « pouvoir d'achat », le gouvernement entend forcer les entreprises, au travers de leurs organisations patronales, à négocier des accords plus généreux. En effet un nombre important de branches professionnelles (110/170) affichent des minimas de salaire inférieur au SMIC¹⁷. Ce qui se joue en ce moment, c'est la question du partage équitable de la valeur créée¹⁸.

Soutenir le pouvoir d'achat avec des chèques publics, c'est soutenir la consommation, ce qui entretient l'inflation et la budgétise en creusant les déficits et la dette. Cela creuse aussi le déficit de la balance commerciale car les consommateurs achètent des produits importés moins onéreux. L'inflation est d'abord monétaire. Le pouvoir d'achat doit être apporté par le travail.

Entre 2017 et 2022, le pouvoir d'achat a augmenté de 1,6%. Mais pour les plus modestes, dont le revenu est inférieur à 972€/mois, il a baissé de 0,5%. Les chèques sociaux sont des transferts déguisés aux entreprises. Il faut augmenter notre productivité pour augmenter notre compétitivité et ainsi pouvoir augmenter les salaires.

La France a un déficit total d'heures travaillées au regard de la moyenne européenne et des Etats-Unis¹⁹. Il faut travailler davantage, en sortant des 35h, en défiscalisant et en

¹⁵ Insee Septembre 2021

¹⁶ Chiara Lubich. 1991.

¹⁷ L'Express 13 07 2022

¹⁸ Pierre Victoria. Fondation Jean-Jaurès. Le Monde

¹⁹ Note du Conseil d'analyse économique (CAE). Objectif plein emploi. Mars 2025.

désocialisant les nouvelles heures, tout en laissant la flexibilité aux entreprises²⁰. Mais ces mesures doivent être complétées par des adaptations ciblées sur les jeunes, les non-diplômés, les femmes et les seniors en faisant évoluer les modes de production qui détermine l'offre de travail²¹.

Les enjeux à l'ère du numérique

17. Comment rester vivant à l'ère du numérique²² ? Education, travail, médecine... le numérique est partout comme un nouveau paradigme. Toute technique transforme celui qui l'utilise car une technologie n'est jamais neutre. Nous abdiquons notre propre liberté, nous perdons en intériorité, ce qui fait notre dignité.

Au-delà des effets sur notre personne, l'outil numérique est aussi un formidable transformateur socioéconomique. C'est d'abord un outil de puissance avec les plateformes qui modifient les relations sociales et commerciales, qui transfèrent la richesse entre groupes sociaux et territoires. Ils permettent de surveiller des populations à grande échelle. Ils offrent, avec l'intelligence artificielle la possibilité de traiter des masses d'informations très importantes et très rapidement. Mais ils ne créent pas de produits nouveaux pour le consommateur, tant en modifiant la façon de produire les produits existants. Ils contribuent à réduire le nombre d'emplois et leur nature en affaiblissant, comme la mondialisation qu'il a favorisée, la classe moyenne dans les pays occidentaux. Les effets de l'accélération de la numérisation du système productifs et des relations sociales sont aussi transformateurs de nos sociétés que la transition énergétique.

Les contraintes liées aux enjeux de développement durable : une bombe sociale

18. Le manque de cohérence entre les décisions prises pour un développement durable et leurs conséquences sociales, posent de nombreuses questions. Que ce soit la politique énergétique, les réglementations sur les véhicules, sur les logements, les connexions numériques (téléphoniques, fibres...) les modifications de notre modèle socioéconomique, de notre modèle urbain²³, tout concourt à augmenter le coût des dépenses contraintes et les besoins en investissements personnels. Ces derniers sont estimés à un montant global moyen de 70 000€ par ménage²⁴. La moitié des français ne peuvent pas supporter ces dépenses au quotidien ou en investissement. Cela impacte leur nécessaire et donc leur reste à vivre. La réaction des « gilets jaunes » était un premier avertissement. Sachant que la numérisation accélérée de la société, en particulier l'intelligence artificielle, la concurrence internationale déloyale, viennent amplifier cette augmentation des coûts en mettant en danger de nombreux emplois et en impactant nos modes de vie en termes de logement, de chauffage, de consommation, d'eau, de déchets, de recyclage, de voitures, de voyage, de tourisme.

19. La transition énergétique implique de plus une réindustrialisation de l'Europe et de la France. C'est à la fois une contrainte et une opportunité, mais à condition d'accompagner les

²⁰ Pouvoir d'achat et inflation. Sébastien Laye. Institut Thomas More. Note 83. Juillet 2022

²¹ Le débat sur le travail ne peut se réduire à une question de quantité. Mireille Bruyère. Economiste. Le Monde. 9 Mai 2025

²² Famille Chrétienne. Semaine du 15 au 21 01 2022.

²³ ZAN (zéro artificialisation nette) et ZFE (zones à faible émission)

²⁴ La révolution obligée. David Djaïz et Xavier Desjardins. Allary 2024.

moins aisés dans cette transformation. En effet, la transition ne pourra pas se réaliser sans un effort d'investissement considérable, car l'ampleur des transformations à opérer est comparable aux précédentes révolutions industrielles mais avec une différence essentielle. Cette transformation énergétique ne crée de valeur d'usage supplémentaire pour le consommateur. Cela souligne l'importance de penser la transition à partir des contraintes sociales, comme condition de sa réussite. La transition exige d'importantes réallocations sectorielles en matière de ressources et aussi d'emplois. L'emploi doit être le moteur de la décarbonation et non une variable d'ajustement. Cela pose la question de la répartition du coût de la transition. Il ne pourra être supporté au final que par le consommateur, le contribuable, et l'actionnaire. La puissance publique doit le répartir entre les différentes parties prenantes, tout en respectant l'équité entre les générations²⁵. « Tout est lié »²⁶.

Les contraintes liées aux principes qui fondent la mondialisation

20. Les accords de Bretton Woods en 1945 ont arrêté les principes suivants : la suppression progressive de tous les droits de douanes entre les pays pour créer un grand marché libre, la mise en concurrence des avantages comparatifs de chaque pays, la préférence donnée aux consommateurs et non pas la création d'emplois, cette dernière devient un paramètre d'ajustement. Ces principes fondent aussi le marché européen.

Pendant les Trente Glorieuses, avec une croissance moyenne de 5% par an, en Occident toutes les catégories sociales étaient intégrées économiquement, politiquement et culturellement. Ce modèle a basculé dans les années 1970/1980 avec les premiers effets des principes de la mondialisation. Les délocalisations dans les pays à bas coût ont fait émerger une classe moyenne en Chine et en Inde, entraînant la fragilisation des classes moyennes occidentales. L'emploi se raréfie et se concentre dans les métropoles gentrifiées. Les gens ne descendent plus dans la rue pour demander de nouveaux droits mais pour ne pas perdre ceux qu'ils ont ou pour récupérer ceux dont ils ont été *dépossédés* : leur statut social²⁷. Ils ont été chassés peu à peu des métropoles par l'augmentation du prix du logement. Il faut remettre en cause le modèle actuel pour redonner aux classes moyennes leur place dans nos sociétés.

21. Ces nombreux constats que nous venons de parcourir, justifient donc les propos de Chiara Lubich sur le changement de nos comportements personnels et sur la nécessité d'une théorie économique nouvelle. Cette note ne traite que du changement de nos comportements de consommateurs par de nouvelles pratiques socioéconomiques.

« Avons-nous mal au ventre ? »

22. Devant un tel constat « avons-nous mal au ventre » comme nous interpellait Luigino Bruni à Marseille en 2016 ? Sommes-nous indifférents à une telle situation qui n'est que le fruit de nos égoïsmes, petits ou grands ? Sommes-nous prêts à nous interroger sur notre désir

²⁵ Yves PERRIER et François EWALD *Quelle économie politique pour la France. Pour un nouveau pacte Etat-entreprises-citoyens*, L'Observatoire, 2023.

²⁶ Pape FRANÇOIS, *Laudato si*, 2015.

²⁷ Christophe GUILLUY, *Les dépossédés*, Flammarion, 2022.

de contribuer à changer une réalité scandaleuse. Pouvons-nous continuer à accepter ce spectacle

Révoltant d'une grande richesse qui côtoie un tel niveau de pauvreté, sans tomber malade comme Chiara Lubich au Brésil en 1991 ? D'un point de vue chrétien, ne pas réagir à cette situation, avec la ferme intention d'apporter notre contribution concrète, peut relever d'un « péché par omission ». La lecture du Psaume 81 finira de nous convaincre que cet appel est millénaire et au cœur de notre vision humaniste. Que résonne aussi à nos oreilles le : « aimez-vous les uns les autres **comme** je vous ai aimé ».

L'économie de communion peut-elle nous aider à répondre à ces questions. Voyons cela.

2. LES ESSENTIELS DE L'ÉCONOMIE DE COMMUNION.

« C'est l'amour du frère qui manque²⁸ »

23. La vision de l'Économie de communion est fondée d'abord sur sa raison d'être qui décrit son but et sa contribution positive à la société et à ses membres. Cette raison d'être est complétée par sa vision qui exprime l'objectif à terme ou l'état souhaitable représentant l'image idéale d'une société ordonnée au bien commun, à la destination universelle des biens, à la préférence pour les pauvres.

Une phrase suffit pour définir la raison d'être de l'économie de communion, son rôle : « **contribuer à apporter des réponses à la question sociale, en pratiquant l'amour du frère dans tous nos actes économiques** ».

Quant à la vision, il s'agit de « **construire une Cité Nouvelle où les pauvres sont rois**²⁹ ».

Les essentiels de l'économie de communion

24. Ainsi, la vision de l'économie de communion ordonne nos bonnes pratiques socioéconomiques. Elle peut se résumer aux *essentiels* qui suivent.

L'économie de communion est le *fruit des charismes de la communion et de l'unité* pratiquée par les membres du mouvement des Focolari.

La relation de réciprocité est fondée sur une vision positive de l'homme, nourrie de la pensée sociale de l'Eglise : l'homme est bon par nature et altruiste. L'économie n'est pas une science autonome : elle est encadrée dans la psychologie, la sociologie et l'histoire.

L'éminente dignité de l'homme est non négociable, y compris au sein de chaque acte marchand.

La culture du don comme style de vie, irrigue toute l'économie de communion. Elle invite tous nos comportements à vivre le don, le don de soi, le don de son superflu et même de notre nécessaire, le don de notre temps, de notre savoir. L'entrepreneur François Neveux aimait répéter « tu donnes, tu donnes, tu reçois, tu donnes encore, ... »

²⁸ Chiara Lubich, Discours fondateur de l'économie de communion, Brésil 1991.

²⁹ Pape François, Discours de 2017, Accueil des représentants de l'économie de communion à Rome.

L'acte marchand peut donc être altruiste. C'est l'autre qui est au centre et non moi. « C'est l'amour du frère qui manque³⁰ » au sein de l'acte marchand qui doit être, autant que faire se peut, une relation d'amour de réciprocité.

Ainsi, le *don est intrinsèque à l'acte marchand*. Au sein de l'acte marchand, il peut exister une part de don, et non seulement un enjeu financier porté par un rapport de force. Ce don se traduit par la pratique du juste prix.

L'écologie intégrale affirme que les réponses à la question sociale et à la question environnementale sont liées. Il n'y a pas de réponse à la seconde sans d'abord une réponse à la première.

La richesse est créée d'abord par les entreprises. Cette richesse doit donc être répartie de manière juste par l'entreprise. L'entreprise est donc l'outil central de la juste répartition de la richesse dès sa création, par la création d'emplois dignes au juste salaire. C'est le cœur de l'intuition fondatrice de Chiara Lubich.

La philanthropie et les transferts sociaux ne sont pas les modes de répartition privilégiés par l'économie de communion. La philanthropie, la charité ne se sont légitimes qu'en cas d'urgence, sinon ce serait une hypocrisie comme le qualifie le Pape François. Les transferts sociaux doivent relever davantage de la fonction assurantielle et non de la correction des dégâts collatéraux de l'économie de marché.

En effet, « *la justice précède la charité*. Il faut commencer par donner à l'autre son dû, ce qui lui appartient, avant de lui donner du sien »³¹.

Mais pas d'entreprises de communion sans *consommateurs-épargnants* de communion car ils sont les prescripteurs en dernier ressort. Au final, ce sont eux qui décident d'acheter ou non un produit ou un service au juste prix.

Rappelons-nous que l'offre des entreprises et les décisions politiques s'adaptent, au final, aux comportements des consommateurs et des citoyens. Mais les entreprises cherchent, en permanence à influencer les choix des consommateurs, par tous les moyens : « le capitalisme de surveillance » en est l'illustration, en collectant toutes les informations nous concernant, les grandes entreprises cible de façon fine leur marketing à un niveau de plus en plus individuel en nous enfermant dans une bulle informationnelle.

Cela confirme le rôle central des entreprises dans la réponse à la question sociale.

L'entreprise et le capital financier sont ordonnés au bien commun donc à *l'emploi et au juste salaire*. L'emploi et le juste salaire ne peuvent pas être instrumentalisés au profit de l'entreprise et du capital financier.

L'économie de communion est une économie fondée sur *le libre marché, la liberté des prix, la propriété privée* comme garantie de la liberté. Les prix sont définis par le libre jeu d'une vraie concurrence au sein d'un marché atomistique. Elle défend la légitimité de l'Etat comme régulateur.

Elle est à *l'écoute des personnes en situation de pauvreté* pour les accompagner dans leurs propres projets dans la réciprocité.

Le territoire est un acteur à part entière de l'économie de communion. A la fois partie prenante de l'entreprise et cadre de vie d'une communauté de destin, le territoire influence les conditions de production et de répartition des richesses créées.

³⁰ Chiara Lubich, Discours fondateur de l'économie de communion, Brésil. 1991.

³¹ Benoît XVI, *Caritas in Veritate*, 2009.

La formation d'homme nouveaux. L'Économie de communion implique une théorie économique nouvelle. Vivante, cette économie s'incarnera dans des hommes et des femmes formés à cette vision nouvelle et renouvelés dans leurs pratiques.

Une *ambition globale à portée historique* pour que chaque homme, femme et enfant de tous les pays du monde vive dans la dignité humaine et se nourrisse à sa faim, en apportant une réponse à la question sociale.

Nous sommes tous la réponse à la question sociale

25. Comme entrepreneur, comme consommateur, comme épargnant, comme citoyen. Pour nous en assurer, regardons-nous dans un miroir. Nous y découvrirons le responsable de la situation actuelle.

L'économie de communion est une économie qui donne la préférence aux pauvres, aux exclus, aux marginalisés, aux périphéries, répondant ainsi à l'interpellation du Pape François « que le non à l'économie qui tue devienne le oui à l'économie qui fait vivre³² ».

Pour juger de la qualité d'une bonne pratique au niveau microéconomique, il faut « l'éclairer » par la *vision macroéconomique* qui permet de mesurer les effets de cette pratique au niveau sociétal. Un exemple : acheter au prix le plus bas pour optimiser mon niveau de vie, revient à détruire et à exporter des emplois, si le produit acheté est importé.

La vocation du consommateur-épargnant de communion

26. En conséquence, par vocation, les consommateurs-épargnants de communion, ne sont pas dans la posture d'une attente de réponses à LEURS besoins, ils sont en attente d'un accompagnement, de méthodes, d'informations, pour devenir des outils efficaces pour contribuer à régler la question sociale.

Le consommateur-épargnant de communion est co-responsable de la juste répartition des richesses. Par ses arbitrages en dernier ressort sur les achats au juste prix, le consommateur-épargnants a le pouvoir d'influencer les entreprises et les collectivités publiques.

Quelles bonnes pratiques au bénéfice de l'emploi et d'un développement durable ?

27. Commençons par rappeler les critères qui fondent les bonnes pratiques et qui sont communs aux entrepreneurs, aux consommateurs et aux épargnants, en un mot, à tous les agents économiques qu'ils soient privés ou publics. Ensuite nous décrirons les bonnes pratiques qui concernent les consommateurs-épargnants, ce que sont également les chefs d'entreprise.

De façon générale, il s'agit de donner la priorité à la création d'emplois dignes pour tous, comme le meilleur moyen de répartir la richesse. Le pouvoir d'achat est une priorité de second ordre. Soyons clair : prioriser le pouvoir d'achat revient à prioriser le pouvoir d'achat des « inclus » au détriment des « exclus ». C'est automatique. Cette priorité donnée à la création

³² Le 4 Février 2017 à la réception des membres de l'économie de communion par le Pape

d'emplois doit être mise en œuvre en respectant un développement durable tant sur le plan du climat que du respect de la nature.³³

4. Les critères des bonnes pratiques favorables à l'emploi et à un développement durable

Le juste prix

28. Le juste prix permet une vie digne pour le travailleur : manger, s'habiller, se loger, se déplacer, se reposer, payer des études à ses enfants, épargner, transmettre un héritage. Le juste prix doit être respecté pour chaque acte économique que l'on soit consommateurs, épargnants, chefs d'entreprises, collectivités publiques, association, ... En effet « le juste prix n'est pas optionnel, il relève du commandement « Tu ne tueras pas »³⁴ ».

Son application suppose de disposer des bonnes informations. Ce qui demande un effort pour apprendre à trouver ces informations. En effet le juste prix n'est pas un prix réglementé par l'Etat. Il reste un prix défini par le marché, le vendeur et l'acheteur décidant librement d'appliquer un prix intégrant, à la fois l'utilité personnelle et l'utilité sociale. Cette part d'utilité sociale correspond donc à un don volontaire.

La publicité contribue à cette information. Mais est-ce une information objective ? On peut en douter. Les techniques utilisées, quel que soit les médias empruntés par les entreprises, en faisant appel à des ressorts psychologiques qui ne sont pas les meilleurs de l'homme, frisent la manipulation. Voilà un enjeu majeur pour les entreprises³⁵ et un sujet de protection pour les consommateurs.

Il faut commencer progressivement. C'est l'acquisition d'une autre culture et l'appropriation d'un autre style de vie. Accepter des arbitrages douloureux au sein des budgets des ménages qui invitent à changer de style de vie³⁶.

Au sein du juste prix, il existe une part de don, qui se traduit par le surcoût que nous acceptons de payer pour une utilité sociale qui est au-delà de notre seule utilité personnelle.

« Je consomme, ils meurent³⁷ »

29. Attention, en achetant des produits importés des pays à bas coûts, de ne pas acheter à des fabricants qui ne respectent pas leurs employés, ne les payent pas au juste prix et ne leur donnent pas des conditions de travail correctes. Certaines pouvant aller jusqu'à mettre en danger leur vie. Notre pouvoir d'achat ne peut pas passer par la souffrance ou la mort d'un autre.

Il est certain qu'acheter des produits importés au juste prix permet d'abord une juste concurrence et permet de faire vivre correctement les travailleurs étrangers, Mais sans oublier d'acheter des produits locaux pour contribuer à maintenir et à créer des emplois au juste salaire en France et dans nos régions.

Favoriser l'emploi local, régional, national

³³ Les Pères de l'Eglise, St Thomas d'Aquin, Rerum Novarum. Léon XIII, Chiara Lubich.

³⁴ Pape François

³⁵ Etre consommé. William Cavanaugh. 2007

³⁶ Caritas in Veritate. Benoît XVI

³⁷ Etre consommé. Ibidem.

30. Si possible, ne pas acheter de produits importés, car acheter des produits importés cela revient à exporter des emplois. C'est, de plus, acheter des produits qui ne respectent pas nos ambitions et nos réglementations écologiques et sociales. C'est aussi pour cela que l'Economie de Communion existe : pour soutenir les entrepreneurs.

*Acheter local au juste prix pour créer des emplois locaux au juste salaire. C'est pouvoir connaître les producteurs et leurs respects de l'environnement et de leurs salariés.

*Recycler au niveau les plus locaux possibles, sans déstabiliser les pays pauvres en leur envoyant nos déchets électroniques, plastiques et nos vieux vêtements, en particulier. Au minimum donnons leur les moyens de les traiter en respectant la dignité humaine.

Contribuer à l'écologie intégrale³⁸

31. Refuser une écologie qui diviniserait la nature au détriment de l'homme, conception relevant du panthéisme où Dieu est l'intégralité du monde. Pour les chrétiens Dieu est un être distinct du monde dont il est le créateur. Ainsi l'homme à la gestion de la nature, tout en devant la respecter comme création de Dieu. Ce n'est pas sa propriété, il n'en a que l'usage en la préservant pour les générations futures. La science doit reproduire la nature³⁹ créée par Dieu et opérer comme elle sans l'asservir. Le combat contre la pauvreté doit être associé au respect de la nature et réciproquement.

Favoriser l'économie circulaire

32. L'économie circulaire est fondée sur le recyclage des produits. Enjeu qui doit être pris en compte dès leur conception. Chaque type de produit a son propre circuit de collecte, de recyclage et de remise sur le marché. Il peut être composté comme les produits végétaux, simplement nettoyé comme les bouteilles de lait, reconditionné comme les matériels électroménagers ou électroniques, transformé en nouveaux produits comme les matériaux de construction, les plastiques, les textiles, dépecé et vendu en pièces détachées comme les véhicules, démonté pour récupérer les métaux précieux comme les téléphones, etc...

Ce recyclage passe par nos comportements, une réglementation efficace, une offre adaptée et des incitations comme des formes de rémunérations, comme l'installation d'automate de tri avec gratification à Oslo pour la collecte de bouteilles en verre, en plastique, et des canettes en aluminium. Il faut aussi développer les techniques de tri automatique pour mieux identifier les matériaux récupérés et les valoriser au maximum⁴⁰.

« La réparation des biens d'équipement est très utile car leur impact environnemental a lieu lors de leur fabrication. Il y a un vrai intérêt écologique à prolonger leur durée d'usage⁴¹ ». C'est un marché prometteur et créateur d'emplois locaux permettant d'offrir des produits à des prix bas. Il faut « évangéliser le marché » pour faire évoluer les mœurs. Les produits reconditionnés de qualité et avec une garantie peuvent concurrencer les produits neufs en mettant en avant des arguments écologiques et sociaux.

³⁸ Pape François, *Laudato si*.

³⁹ « Ars naturam imitatur ». Somme théologique. Saint Thomas d'Aquin.

⁴⁰ Tomra, au cœur de l'économie circulaire. L'Express 20 04 2023.

⁴¹ Raphaël Guastavi. Spécialiste de l'économie circulaire à l'agence de l'environnement et la maîtrise de l'énergie (ADEME). L'Express 4 08 2022.

Favoriser l'économie des usages

33. Plutôt que d'acheter un produit, préférer le louer, à court ou moyen terme. Cela peut permettre de faire des économies, de ne pas encombrer son logement, d'utiliser un produit en bon état et de l'ajuster à ces besoins.

Par ailleurs, cette façon de faire réduit l'impact sur l'environnement, permet à l'entreprise de disposer d'une rente ce qui est très intéressant pour sa trésorerie.

Cette pratique est de plus en plus proposée depuis les petits appareils jusqu'aux voitures et aux fourgonnettes.

La transition énergétique : vers une plus grande sobriété

34. L'énergie est au centre des enjeux climatiques. La France veut être le premier pays à sortir des énergies fossiles en étant libre de choisir le mix énergie nucléaire et énergies renouvelables. D'autant que financer des projets bas-carbone est devenu difficile avec des taux d'intérêts élevés et que le choix des technologies nucléaires n'est pas encore totalement décidé.

35. Mais le rapport final de la convention pour le climat en 2020⁴², a fait preuve de bon sens en couvrant toutes les activités humaines qui ont un impact sur le climat : consommer, produire et travailler, se déplacer, se loger et se nourrir. Les *consommateurs* sont encouragés à réduire de 40% leurs émissions de GES (gaz à effet de serre) d'ici 2030 pour passer d'une empreinte carbone moyenne par français de 11,2 tonnes en 2019 à 2 tonnes par an en 2030. Il s'agit de mieux et de moins consommer mais sans contraintes subies ce qui demande une transformation, non seulement de la consommation, mais également celle des modes de production, sans oublier la régulation des produits importés. *Se déplacer* émet 30% des GES en France dont 52% les voitures, 19% les poids lourds, 19% les véhicules utilitaires et 4% les vols intérieurs. Ce domaine a du retard. Il faut changer individuellement et collectivement nos comportements, les technologies, et l'organisation des territoires, en se déplaçant moins et mieux et en transportant autrement, et moins, les marchandises, tout en respectant la justice sociale. Le *parc immobilier*, résidentiel et tertiaire, représente 16% des émissions de GES. C'est à diviser par 2 d'ici 2030, par la rénovation, la décarbonation de l'énergie, la réduction des surfaces urbanisées et le passage de la résidence individuelle à l'habitat collectif. Tout en rendant cette évolution supportable sur le plan social. Les décisions récentes en termes de ZAN (zéro artificialisation nette) pour réduire les nouvelles zones urbanisables et les conditions d'application de la DPE (diagnostic de performance énergétique) pour vérifier la qualité énergétique des logements, ne sont pas là pour rassurer tant elles contribuent à augmenter les prix des logements. La *transformation de l'outil de production* concerne les consommateurs en particulier dans les comportements en termes de réparation, de recyclage et de gestion des déchets où chacun est invité à changer d'habitudes. Enfin, se nourrir génère 24% de l'empreinte carbone des ménages qui est à diviser par 2 d'ici 2050 et à réduire de 20% pour 2030 comme contribution à la réduction des GES de 40% en France. Cela demande de changer nos habitudes d'ici 2030.

⁴² <https://propositions.conventioncitoyennepourleclimat.fr>

36. Insistons une fois de plus, cette transition énergétique va augmenter de nombreux coûts qui impacteront le nécessaire de 20% de la population française. Des mesures d'accompagnements de ces ménages sont impératives, ce qui met en jeu notre modèle social et fiscal. Mais au final, le vrai enjeu est-il de changer de ressources énergétiques ou de moins consommer d'énergie, même si elle est décarbonée. En recherchant la sobriété énergétique, c'est-à-dire en changeant de style de vie. C'est interroger notre notion de progrès en passant d'une société hyper-industrielle à une société postindustrielle fondée sur une juste répartition de la valeur et la protection de l'environnement ? Il reste à la définir tout en commençant à changer nos propres comportements dès maintenant. La sobriété énergétique suppose la sobriété tout-court.

37. Jean-Baptiste Foucault parlait « d'abondance frugale⁴³ ». C'est peut-être plus juste. Il essayait de penser une issue possible au conflit entre abondance désirée et frugalité nécessaire. C'est un effort de réflexion soucieux de continuité plus que de rupture, épris de justice sociale plus que de punition, conscient des contraintes économiques et sociales. Jean-Baptiste Foucault constate une perte de sens. Il faut retrouver un plan de vie fondé sur un bon usage du temps, la relation de réciprocité, et une forme de spiritualité. Voie étroite entre le matérialisme et l'ascèse qui repose sur une morale du désir. Cette approche se fonde sur l'anthropologie de la doctrine sociale de l'Eglise, en identifiant trois pièges : celui de la répression morale, celui de l'austérité sociale et de la résignation. Il ne s'agit pas de rationnement, de sacrifice, de radicalité. Il y a là une cohérence à trouver avec l'obsession du pouvoir d'achat⁴⁴.

38. Enfin, le climat n'est pas le terminus de toute activité humaine, quand il y a tant de progrès à réaliser sur le plan de la pauvreté et de la surconsommation des ressources de la terre. En particulier, il faudrait 1,75 planètes pour répondre à la demande en ressources écologiques et Plus de 6 planètes si tout le monde vivait comme les pays occidentaux⁴⁵. Voilà un véritable enjeu pour les pays occidentaux qui vient interpeller nos habitudes de consommation. Il ne s'agit pas seulement d'une transition énergétique au bénéfice du climat, mais bien d'une transition écologique intégrale au bénéfice de la terre et des pauvres.

5. Les consommateurs-épargnants, acteurs d'une juste répartition de la richesse

Nous sommes ordonnés au bien commun

39. Le consommateur est ordonné au bien commun. Sa contribution au bien commun s'exprime au travers des biens et des services qu'il achète, par les emplois qu'ils créent ou ne détruisent pas, par le respect des personnes qui les ont créés en payant le juste prix.

-Il respecte le travail de ceux qui ont créés ces biens et ces services. Travail qui est lui-même au bénéfice des travailleurs et de leurs familles et qui sont eux-mêmes ordonnés au bien commun qui accompagne les personnes dans la réalisation de leur vocation dont la finalité dernière est la béatitude au sein de Dieu-Amour.

⁴³ Jean-Baptiste FOUCAULT, *L'abondance frugale*, Odile Jacob, 2010.

⁴⁴ § rédigé à partir de l'article de Sylvain Fort in L'Express du 8 0 2022.

⁴⁵ <https://climate.selectra.com/fr>

La vocation du consommateur-épargnant de communion

40. La vocation de consommateur de communion est, tout d'abord fondée sur une vision qui donne la préférence à l'autre et qui veut en permanence respecter sa dignité en le payant au juste prix et en entretenant une relation de qualité.

La vision : l'attention aux exclus et à la protection de l'environnement

41. Un consommateur de communion, c'est⁴⁶ quelqu'un :

*qui ne supporte pas l'injustice, des hommes et des femmes qui ne peuvent pas subvenir à leurs propres besoins, le monde tel qu'il est, qui ressent qu'il faut agir, s'engager.

*qui ne considère pas la richesse de sa famille, comme lui appartenant, qui est disposé à la partager entre toutes ses parties prenantes et les parties manquantes, les plus pauvres, tout en reconnaissant sa responsabilité envers le territoire local et l'environnement, dans la perspective d'une écologie intégrale.

*qui invente tous les moyens pour lutter contre l'injustice et contre la pauvreté. En contribuant, par ses comportements, à faire émerger de nouvelles voies pour une économie plus juste, plus fraternelle.

*qui considère chacun comme son frère, y compris dans ses achats, en lui accordant toute son attention. Il a une préférence pour les plus pauvres.

*enfin, qui s'engage à vivre la communion.

Pour un relationnel de communion

42. Un consommateur de communion c'est quelqu'un qui :

*pratique la confiance comme un présupposé anthropologique fondateur. Il croit en l'homme et à sa capacité de donner le meilleur de lui-même, quand il est respecté. Donner une deuxième chance après une erreur, en le vivant de façon héroïque.

*promeut le dialogue comme mode de relations.

*donne la priorité à l'attention à l'autre et à la qualité des relations.

*la réciprocité est la règle.

*le don apporte de la dynamique dans les relations. Plus tu donnes, plus tu es heureux de donner, si ce don est reçu avec gratitude et entraîne la réciprocité et la confiance. Savoir remercier, exprimer sa gratitude, ne rien considérer comme un dû. La communion dépend de la réponse des autres. En effet la communion n'est effective que dans la relation de réciprocité entre deux personnes.

*il pratique la gratuité comme motivation, caractéristique sans doute la plus significative. Agir avant tout avec gratuité en ne donnant pas la priorité à l'exigence de résultat en termes de prix.

*il pratique la frugalité en consommant moins et mieux, pour donner à ceux qui sont dans le besoin, pour que la machine économique soit attentive au plus pauvres, pour voir du temps pour l'autre, pour un bonheur durable.

Pour un juste prix

⁴⁶ Anouk Grevin. Mariapolis de Faro. Croatie. 17 10 2014.

43. Le juste prix, c'est le prix qui permet à celui qui en bénéficie de vivre de façon heureuse dans la société qui est la sienne. C'est-à-dire de manger, de s'habiller, de se loger, de se soigner, de prendre du loisir, des vacances, lui et sa famille, de financer les études de ses enfants, d'épargner.

Ce prix est, en général plus élevé que le prix du marché aussi le pratiquer suppose d'accepter une part de don dans son achat au bénéfice du vendeur.

6. Les consommateurs de communion comme créateurs d'emplois et protecteur de l'environnement.

44. L'Économie de communion à une vision systémique, qui au-delà de l'emploi, inclue aussi le modèle social, le logement, l'aménagement du territoire, le respect de la nature, ..., tout ce qui concourt au bien commun de tous et donc au bonheur de tous. Tout est lié. Mais l'emploi, le travail, avec un juste revenu, restera toujours le cœur de la réponse à la question sociale car il est la condition première de la liberté et de la dignité de chacun pour bien vivre et pour s'insérer dans la vie sociale. Enfin cela traduit la priorité donnée par l'économie de communion à l'emploi sur le consommateur. Etant entendu que cette priorité donnée à l'emploi doit prendre en compte un développement durable.

Une conversion de nos comportements de consommateurs

45. Pour les chefs d'entreprises l'Économie de communion est une vocation, pour les consommateurs, c'est une conversion. Mais de nombreux aspects de ces nécessaires évolutions relèvent pour les deux agents économiques, des mêmes changements de regard ou d'hiérarchie des valeurs ou encore l'objet des pratiques. Cela étant il convient de préciser les bonnes pratiques du point de vue des consommateurs en partant des principaux postes de leur budget et de leur impact sur l'emploi et sur l'environnement. D'une manière générale, la pensée sociale de l'Eglise, et tout un courant pour un développement durable, prône une plus grande frugalité dans nos modes de vie. Il s'agit, au final de changer de style de vie⁴⁷, mais en respectant notre liberté de choix sur les moyens à mobiliser. Déterminer dans notre budget et dans notre épargne, le *superflu* du nécessaire. Eliminer le superflu, et de temps en temps se priver du nécessaire.

46. Le changement de nos comportements viendra d'abord « à la maison, dans nos choix de vie, nos relations de voisinages, nos solidarités concrètes, dans la manière dont nous produisons, consommons, partageons, éduquons nos enfants. C'est dans nos foyers que nous commençons la conversion écologique. Radicalisons-nous !⁴⁸ ».

81% des Français pensent qu'il faut changer radicalement nos modes de vie⁴⁹.

Les principaux postes de budgets concernés⁵⁰ pour les personnes et les ménages

⁴⁷ Centesimus Annus. Benoît XVI. 2009

⁴⁸ Gaultier BE, Radicalisons-nous, Edition A la limite.

⁴⁹ L'Express 6 juillet 2023.

⁵⁰ Inspirés pour partie par les « Résolutions concrètes » citées dans Le Christ vert. Etienne Grenet. Artège.

47. Les propositions de comportements qui vont suivre ne sont pas des obligations. Elles se veulent seulement comme une aide dans nos choix. Mais elles apparaissent comme la part que les consommateurs peuvent prendre pour contribuer à un équilibre entre attention aux démunis et respect de l'environnement, dans la perspective de la création d'emplois locaux.

Acheter responsable

48. Notre empreinte carbone à diviser par 2 d'ici 2050 et à réduire de 20% d'ici 2030 pour contribuer à réduire les gaz à effet de serre (GES) de 40%. Cela demande de changer nos habitudes⁵¹.

49. Attention à l'origine de mes achats. Quelles conditions de fabrication ? Où ? Privilégier les circuits courts, fabriqués en France ou mieux, localement. En 2017, rien que pour la consommation courante, c'était déjà plus de 2000 entreprises qui employaient plus de 500000 personnes, comme le constate Charles Huet qui a publié le livre « Le Guide des produits made in emploi » en partenariat avec la CFE-CGC⁵². Il s'agit d'une motivation profonde et durable des consommateurs, malgré un coût plus élevé. Selon le Credoc, 75% d'entre eux seraient motivés par l'achat d'un produit fabriqué en France, soit une augmentation de 7% de 2008 à 2016. Un produit est « made in France », si 45% de sa valeur ajoutée est générée sur notre territoire. Il existe aussi le label « Origine France Garantie ». Ce dernier certifie que 50% à 100% du prix du produit provient de France.

Les logos régionaux comme celui de la Bretagne sont aussi le moyen d'encourager à acheter local, en créant de la confiance entre le logo, les producteurs, les distributeurs et les consommateurs.

50. Acheter français, c'est très bien. Mais *acheter régional et local*, neuf ou recyclé, c'est encore mieux. En effet les dépenses marchandes domestiques effectuées dans ces conditions, constituent un puissant stabilisateur économique et sont créateurs d'emplois locaux. Ces activités marchandes sont liées à un flux de revenus stables. Elles évoluent de façon moins heurtée, largement indépendantes de la conjoncture. De plus ces activités ne sont pas délocalisables. L'inertie du revenu et de la demande locale, la relative homogénéité des niveaux de consommation des populations locales, ainsi que leur faible mobilité sont autant d'éléments qui permettent de stabiliser les emplois liés au secteur domestique. Les activités domestiques offrent de nombreux emplois. Le principal enjeu de l'emploi des populations les plus vulnérables se situe du côté de la consommation des ménages. Il convient que ce marché de l'emploi soit organisé spatialement de façon socialement efficace⁵³.

51. L'achat au *juste prix* qui est souvent plus élevé que le prix du marché, conduit à réduire notre consommation, augmente l'achat de produits français et diminue les importations, contribuant à réduire le déficit de la balance commerciale française. Cela favorise le commerce équitable et l'économie sociale et solidaire. Il va de soi que ce sont les plus aisés qui doivent montrer l'exemple.

⁵¹ <https://www.2tonnes.org/fr>, l'atelier immersif pour imaginer le futur de la transition écologique.

⁵² www.made-in-emploi.fr

⁵³ Le rôle de la consommation des ménages dans le développement des territoires. Laurent Davezies. Novembre 2007.

52. Dans le livre *J'arrête de surconsommer*⁵⁴, Marie Duboin Lefèvre et Herveline Vereken proposent la « *méthode BISOU* ». Il s'agit, avant tout achat de se poser 5 questions : *B comme besoin*, est-ce vraiment moi qui désire cet objet ou mon envie est-elle dictée pour un effet marketing ? *I comme immédiat*, mon budget peut-il supporter cet achat, j'attends quelques jours ? *S comme semblable*, n'ai-je pas déjà un objet qui a cette utilité ? *O comme origine*, Quelle est l'origine de ce produit, a-t-il été créé dans de bonnes conditions de travail, est-il mauvais pour la santé et pour l'environnement ? *U comme utile*, cet objet va-t-il m'être utile, comment je faisais pour m'en passer ?

53. C'est nous qui avons le pouvoir de changer les choses. Si nous n'achetons pas un produit, l'entreprise ne le fabriquera plus. Passons de « consommateur » à « consom'acteur ». Ne soyons plus des passagers clandestins, ce ne sont pas les autres qui doivent changer, mais chacun de nous. En décidant de changer nous entraînons tous nos parties prenantes : nos familles, nos amis, nos commerçants, nos écoles, nos paroisses, les bénéficiaires de nos dons, nos employés domestiques, nos voisins, notre territoire... « Les biens sont des instruments de promotion humaine et de communion fraternelle, s'ils sont aux mains d'un amour pour tous ⁵⁵ »

Changer nos habitudes alimentaires, ne plus gaspiller, favoriser l'agriculture régénératrice »⁵⁶

54. En France, notre production alimentaire génère 30% de nos émissions de gaz à effet de serre et détruit la nature au nom de la sécurité alimentaire, de la productivité, de la maîtrise des coûts, et de nos habitudes alimentaires. Se nourrir représente 24% de l'empreinte carbone des ménages. Or c'est la nature qui permet de produire notre nourriture. Un changement de notre système de production est possible à trois conditions. La première, changer nos habitudes alimentaires : la surface agricole nécessaire pour un régime carné pourrait être divisée par 2 en privilégiant le poulet au bœuf et par 4,5 en préférant les lentilles au poulet. Ce qui veut dire nourrir 4 fois plus de personnes à surface équivalente. La deuxième, diminuer le gaspillage qui représente 40% de la nourriture produite. La moitié est jetée par le consommateur final. La troisième, pratiquer l'agriculture régénératrice pour rendre au sol sa fertilité et préserver sa biodiversité en investissant massivement dans les pratiques agroécologiques. Avec ces pratiques, l'augmentation annuelle de 0,4% des stocks de carbone dans les sols, permettrait de capturer l'équivalent des émissions par notre économie en un an.

55. Le taux d'auto approvisionnement (hors fruits exotiques) et légumes frais (hors pommes de terre) est passé de 73,8% en 2000 à 59,2% en 2020⁵⁷. A cause de la hausse des prix les français se sont reportés sur les produits importés. Aidons les filières fruits et légumes à gagner 5 points de souveraineté d'ici 2030 et 10 points d'ici 2035, en repassant à 65% et 70% d'auto approvisionnement avec un juste prix, bon pour le paysan et pour la planète.

*Payer sa nourriture au juste prix pour permettre aux agriculteurs de vivre dignement qu'ils soient français ou étrangers. En 1960 la part de la consommation alimentaire des ménages était de 35%. Aujourd'hui elle est de 20%. En 2016, 30% des exploitants agricoles

⁵⁴ *J'arrête de surconsommer. 21 jours pour sauver la planète*, Eyrolles, 2017.

⁵⁵ Marguerite Hoppenot. Bénédicte Ducatel. Magnificat.

⁵⁶ De la fourche à la fourchette. Pierre Abadie de Tikehau Capital. L'Express 7 07 2022.

⁵⁷ Trop chers fruits et légumes français. Thibault Marotte. L'Express 11 05 2023.

vivent avec moins de 350€ par mois⁵⁸. « Les citoyens doivent contribuer à la recherche de réponses inédites devant le désarroi grandissant de nombre d'agriculteurs face au développement technique⁵⁹ ».

Exemples : C'est qui le patron ; Le petit Producteur ; la Ruche qui dit Oui ; 100 jours sans supermarché⁶⁰ ; www.mon-panier-bio.com ; www.drive-fermier.fr. AMAP ; La Ruche qui dit Oui.

*Avoir une meilleure connaissance des fruits et légumes de saison⁶¹

*Acheter de saison, local, bio.

Exemple : Label : Ici.C.Local.

*Manger moins et mieux. Privilégier les légumineuses à la place des produits carnés, mais en les associant à des produits différenciés pour favoriser leur absorption mutuelle.

*Favoriser le commerce solidaire et équitable :

Exemples : Artisans du monde ; Boutiques solidaires, ...

*Réduire notre consommation de sucre : 40 kilos de sucre par personne et par an pour les européens. Ce niveau de consommation est une des causes de l'obésité et induit une pression forte sur l'environnement en demandant davantage de terres pour cette culture⁶².

*Réduire notre consommation de lait

*Manger moins de 20% de viande d'ici 2030, mais manger une viande de qualité, et plus chère⁶³. Acheter sa viande dans des circuits courts à des distributeurs éthiques :

Ex : Les Terroirs de Bouches à Oreilles ; Le bœuf Tricolore ; Localizz.fr ; Les colis du boucher.

Accepter de manger toutes les pièces. L'élevage consomme plus du tiers des surfaces de la terre et représente 50% des gaz à effet de serre de l'agriculture⁶⁴. Un kilo de viande bovine produit 27 kilos de gaz à effet de serre et nécessite douze fois plus d'eau que la production de céréales pouvant se substituer à la viande en termes d'apports en protéines.

*Consommer du poisson avec discernement. Ne pas acheter de thon rouge, des poissons des grands fonds, le cabillaud de l'Arctique, ... Ne pas hésiter à questionner son poissonnier.

*Ne pas gaspiller la nourriture, acheter les produits en vrac ou dans des contenants recyclables. En France, on produit 1,5 fois plus que ce que l'on consomme. Le gaspillage est un problème collectif. Les consommateurs, par leurs exigences ou leurs comportements sont parmi les responsables. 10 millions de tonnes de nourriture sont jetées chaque année, soit 16 Md d'euros, dont 6 millions de tonnes par les foyers⁶⁵.

*S'intéresser aux circuits solidaires. Certaines boutiques solidaires accueillent aussi tous les types d'acheteurs en modulant les prix de vente selon leurs revenus. Cela améliore leur modèle économique. Des grandes surfaces d'un nouveau genre voient le jour comme à Lille et à Marseille. Ce sont des coopératives achat et de vente qui réduisent le personnel au minimum, les tâches étant assurées à tour de rôle par les coopérateurs. Elles achètent leurs produits à proximité en pratiquant le juste prix au producteur et aux clients

⁵⁸ Note France Stratégie du 23 11 2017.

⁵⁹ On achève bien les éleveurs. Résistances à l'industrialisation de l'élevage. A. Vidal et G. Trouillard. L'Echappée.

⁶⁰ 100 jours sans supermarché. Le premiers guide des circuits courts. Mathilde Golla. Babelio. 2018.

⁶¹ Socialter. Août-Septembre 2018.

⁶² Le sucre, sève du capitalisme. Julien Damon. L'Express 25 05 2023.

⁶³ La viande. Un peu beaucoup, passionnément ou pas du tout ? Dr Jean-Michel Lecerf. Ed. Buchet Chastel.

⁶⁴ L'appétit. L'Express 14 08 2019.

⁶⁵ Newsletter la Ruche qui dit Oui. 26 10 2027.

*utiliser les applications qui permettent de lire les codes-barres pour indiquer les bons et les mauvais produits pour la santé et l'environnement.

Exemples : <https://yuka.io> qui se donne sa note sur trois critères : qualité nutritionnelle (Nutriscore), additif (UFC Que choisir), qualité biologique (label bio France AB et Union européenne Eurofeuille) ; <https://fr.openfoodfacts.org> base de produits alimentaires créée par tous et pour tous qui donne un Nutri-Score et un Eco-Score.

*Participer à un jardin familial. Ces jardins solidaires prônent des valeurs humaines écologiques. Ils renforcent la paix sociale et réduisent l'isolement et la précarité. Des associations comme Passe-Jardin dans le département du Rhône accompagne la création de ses jardins. Ou encore la centaine de Jardins de Cocagne répartis dans toute la France, où chacun peut acheter des produits frais et ainsi permettre l'insertion par le travail des employés de ces jardins. Pourquoi ne pas réaliser un potager ou/et cultiver sous serre⁶⁶. Nourrir 100 familles sur 2 hectares, c'est possible. A 30 km de Rouen, un jeune couple a créé une micro-ferme modèle avec les principes de l'agroécologie et de la permaculture⁶⁷.

*Créer son propre potager. Vendre ou échanger les surplus de son jardin.

Exemples. Le Potiron, <https://www.lepotiron.fr>. Trocalimentaire, www.trocalimentaire.com.

*On peut aussi utiliser les *monnaies locales*⁶⁸ pour régler ses achats chez les commerçants qui en sont adhérents. 80 monnaies locales existent. Elles favorisent l'achat au niveau local et les emplois locaux.

*Limiter sa consommation d'eau, récupérer l'eau de pluie, ...

*Que penser, enfin, de la « grande folie des abonnements⁶⁹ » ? Après les cinémas, les salles de sports, la grande distribution succombe à ce modèle. Après avoir payé un abonnement mensuel, trimestriel ou annuel, selon les grandes surfaces, il est possible d'être livré régulièrement de produits de consommation courante, avec une réduction sur le prix. Cela permet de sécuriser le chiffre d'affaires mais cela génère pour le client des dépenses contraintes, souvent au-delà de ses besoins réels. A-t-on aussi vérifié la traçabilité carbone de cette pratique ? A-t-on aussi le choix de la provenance des produits, les enseignes ayant tendance à favoriser leurs propres marques ?

*Un accès digne et durable à une alimentation saine pour tous*⁷⁰

56. Permettre à chacun de choisir son alimentation. Plutôt que de distribuer des colis alimentaires, donner à chacun le pouvoir de faire des courses alimentaires en fonction des ses propres goûts et de ses besoins. En achetant, par exemple, dans une boutique solidaire.

*L'accès, pour les bas revenus, à une alimentation saine et de qualité est un véritable enjeu de service public.

*Redonner à l'alimentation ses valeurs familiales et sociales, grâce aux rites générés autour de la préparation des repas. Développer le plaisir d'inviter à partager des repas et à faire communauté.

*L'alimentation, tout comme son accès, doit être digne pour tous, tout en poursuivant une agriculture protectrice de la nature et respectueuse d'un développement durable. Par des

⁶⁶ Ex : Myfood, une serre qui utilise l'aquaponie qui associe la culture des végétaux et l'élevage de poissons.

⁶⁷ contact@fermedesrufaux.com

⁶⁸ <https://sol-monnaies-locales.org>

⁶⁹ Thomas Lestavel. L'Express 20 01 2022.

⁷⁰ Messages n°739

produits sains issus de l'agriculture biologique ou raisonnée et de produits locaux ou issus de circuits courts.

*Les personnes en situation de précarité deviennent actrice de cette transition. Culture maraîchère biologique, coopératives, jardins partagés, groupes d'achats, boutiques solidaires, ... autant d'initiatives qui veulent changer la donne alimentaire. Mises en œuvre par des personnes en situation de précarité, ces initiatives les rendent actrices, créant des lieux où l'on ne se sent pas coupables d'être pauvre mais fier de retrouver son autonomie alimentaire et de pouvoir la partager.

Hygiène, soins, santé, nettoyage

57. La santé et la propreté sont des priorités pour les français, mais il faut revenir à des modes moins coûteux et ne mettant pas en danger l'équilibre de la sécurité sociale.

*Utiliser des couches lavables. Les couches jetables représentent un gâchis écologique avec la pollution colossale qu'elles provoquent.

Exemples : Hamac, marque française et le site eco-bebe.com.

*Utiliser des produits écologiques.

Exemple : L'Arbre Vert, une marque française pour des produits d'entretien et de bien-être.

*Accepter les médicaments génériques

*Accepter de payer une part plus importante de nos dépenses de santé

*Se soigner à l'ancienne par une nourriture saine, des tisanes, un jeûne.

Limiter les déchets, les recycler, les composter, les donner, les louer, les échanger :

58. Le volume des déchets et leurs traitements restent un enjeu majeur. Il faut augmenter le recyclage et non pas envahir les pays en développement avec nos déchets. Il faut aussi leur donner la chance d'une deuxième vie.

*limiter l'usage de produits ou d'emballages en plastique dont les déchets sont parmi les plus polluants de la planète.

*acheter des produits dans des emballages recyclables ou consignés

*Respecter le classement dans les bacs publics

*S'informer sur les différentes possibilités de recyclage dans sa commune :

Exemples : existence d'une Ressourcerie (ou Recyclerie), centre Emmaüs, ...

*Faire régulièrement une semaine zéro déchet⁷¹

*Acheter en vrac, limiter l'achat de produits suremballés et d'éléments non recyclables.

*Privilégier les prêts, la location, l'occasion.

*Faire un compost familial ou collectif. Le lombricompostage enlève un tiers de poubelle.

*Donner ou échanger ce qui n'est pas utilisé : appareils, vêtements, meubles, jouets, ...

Exemples : <https://donnons.org>, www.troczone.com, www.troceo.com, www.france-troc.com, www.troc.com, www.trocdepotvente.fr.

On peut aussi proposer des objets à l'école, au centre de loisirs, ou à la crèche.

⁷¹ Jérémie PICHON et Bénédicte MORET, Famille zéro déchet, Editions Thierry Souccar, 2016.

*Donner du temps en rendant service et en en recevant sans déboursier d'argent, grâce à un système de monnaie basé sur le temps passé. 35 Accorderies⁷² en France permettent ces échanges de temps.

*Ne pas jeter, mais réparer.

Exemples : Repair Café, pour les objets du quotidien, petit électroménager, ordinateurs portables, téléphonie, luminaires, petits meubles, vélos, jouets ; réseaux Envie, Murphy pour l'électroménager ; Upway et Saikle pour les vélos ; Back Market pour les smartphones ; Spareka pour les pièces détachées. Boulanger a un programme d'autoréparation. Darty a une unité « seconde vie » Certains de ces réseaux font de l'insertion économique. L'Heureux Cyclage, le réseau français des ateliers vélos : 519 ateliers en France, <https://www.heureux-cyclage.org>.

*Faire soi-même et ne pas faire faire.

Exemples : Livraison de colis entre particuliers : Cocolis, <https://www.cocolis.fr>.

*Faire une liste avec ses voisins des biens et des talents partageables.

Exemples : Voisins solidaires, <https://www.voisinssolidaires.fr>. Les Débrouilleurs pour le nettoyage, le bricolage, un déménagement, l'informatique, <https://lesdebrouilleurs.fr>.

*Louer des objets, du matériel, des outils. Stocker chez soi des meubles, des objets.

*Mettre à disposition d'une association, un de ses biens.

Exemples : Solibail ; Habitat et Humanisme.

*En tant que grands-parents se mettre au service des autres : enseigner un savoir-faire, garder des enfants.

Exemples : Les Talents d'Alphonse, <https://lestalentsd'alphonse.com>.

*Limiter l'achat de matériel électronique et les conserver le plus longtemps possible à cause du niveau de pollution qu'ils génèrent dans les pays en développement où sont envoyés les appareils usagers et où sont extraits les minéraux nécessaires à leur fabrication.

Acheter le minimum d'habits et réduire leur renouvellement

59. Acheter des habits à chaque renouvellement des collections peut devenir addictif. Les jeter est très polluants. Il est vraiment important de se limiter dans le renouvellement de sa garde-robe et de donner les vêtements que l'on ne veut plus utiliser à bon escient pour un recyclage de qualité : deuxième main, transformation en France ou en Europe.

*les garder longtemps, contrairement injonctions de la mode,

*acheter français :

Exemples : Label La Belle Empreinte, les marques écoresponsables Wedressfair, La Fabrique Hexagonale, Marques de France.

* acheter en seconde main. Vinted plateforme internationale a une offre intéressante mais elle peut conduire aussi à une surconsommation. Il vaut mieux privilégier les offertes locales.

*éviter d'acheter sur des plateformes comme Shein⁷³ dont les coûts et le marketing attirent la jeune génération. Cette plateforme est loin d'être exemplaire en matière de RSE. La vitesse de renouvellement très rapide de ses collections rend ses clients addicts et conduit à un bilan carbone très conséquent.

*recycler avec des circuits vertueux qui ne détruisent pas les emplois locaux⁷⁴ et respectent l'environnement comme Le Relais. L'habillement fait partie des filières les plus polluantes au monde, avec un volume annuel qui est un des plus gros émetteurs de GES, supérieur au transport maritime et aérien, selon l'ADEME. En France seul 30% des vêtements sont recyclés.

⁷² www.accorderie.fr

⁷³ Shein, les contradictions de la génération Greta. Lola Dubois. L'Express 25 05 2022.

⁷⁴ Cf. l'exemple de Madagascar où la fabrique locale de vêtement a largement disparu.

*Réapprendre à coudre⁷⁵ et faire soi-même.

Acheter des jouets français ou recyclés

60. De plus en plus de familles achètent des jouets français et recyclés. C'est une forme de frugalité, mais c'est aussi une manière d'éduquer nos enfants. On peut aussi les échanger ou les donner et même les réparer.

Exemple : « Les jeux français », une boutique en ligne qui permet d'accéder à plus de 1000 jeux fabriqués en France : <https://www.lesjeuxfrancais.fr>.

Accélérer la construction de logements sociaux et intermédiaires

61. Les familles et les entreprises souffrent d'un manque de dynamisme et de coordination des politiques publiques et des comportements privés en termes de foncier et de logements. Beaucoup d'offres d'emplois sont non pourvues, beaucoup de familles sont mal logées à cause de ce manque de logements à des prix raisonnables en location ou en achat, au regard du salaire médian. Les besoins de logement sont exacerbés par la réduction de la taille des ménages, et par les familles monoparentales. Par ailleurs, les réglementations de plus en plus contraignante générées par la transition énergétique impactent directement le prix de revient des logements. Auquel se rajoute l'augmentation du coût des matières premières et les effets du zéro artificialisation nette (ZAN). Le ZAN veut lutter contre l'étalement urbain, et ainsi parvenir à une sobriété foncière. La conjugaison de ces éléments avec la raréfaction du crédit et avec les effets du télétravail, sans parler de l'augmentation des prix dans le cœur des métropoles et sur le littoral qui contribue à une montée générale des prix, peut conduire à une « bombe sociale ». Et pourtant, ce n'est qu'une augmentation de l'offre de logements qui permettra d'en réduire le coût. Comment contribuer, à titre personnel, à favoriser un juste marché du logement ?

*Accepter des logements sociaux proches de chez soi, sans faire de recours.

*Mettre en location en résidence principale « au juste prix, et ne pas hésiter à passer par un organisme, sans but lucratif comme Habitat et Humanisme pour devenir propriétaires solidaires. Il est possible aussi pour les bailleurs qui louent un logement à un tarif inférieur à celui du marché de profiter d'une aide fiscale en profitant du dispositif « Loc'Avantages » dont les baisses d'impôt vont de 15% pour un loyer intermédiaire à 65% pour un loyer très social.

*Pour ceux qui souhaitent vieillir et habiter ensemble, indépendants et solidaires, il existe des projets collaboratifs qui sont accompagnés par Habicoop, la fédération française des coopératives d'habitants. Elle prône la non-spéculation immobilière, la gouvernance démocratique et la gestion directe. La coopérative qui se crée et porte le projet est assimilée à un bailleur social. Dans le même esprit, il existe l'habitat participatif qui est encadré par la loi Alur⁷⁶.

*Investir une part de son épargne dans la construction de logement au travers du Livret A, des assurances-vie, de sociétés civiles immobilières, de l'achat de logement mis en location,

*Financer des foyers de jeunes professionnels ou d'étudiants

⁷⁵ www.artesane.com qui donne des cours de couture en ligne.

⁷⁶ www.coophabitat.fr/habitat-participatif/

*Favoriser l'habitat intergénérationnel, à l'exemple de l'association « Ensemble Générations » qui accompagne la réalisation de binômes étudiants/seniors⁷⁷.

*Accompagner en temps ou en argent, les projets de logement temporaire de femmes enceintes et en difficultés comme le projet AMADO à Carpentras dans le Vaucluse⁷⁸.

*Promouvoir auprès des entreprises ou de leur groupement, la construction de logements pour leurs salariés ou l'accompagnement dans leur recherche de logement.

*éviter ou se limiter à une résidence secondaire.

*Se poser aussi la question des logements individuels qui ont la faveur des français, ce qui les conduit à s'éloigner des centres villes, augmentant ainsi leurs transports quotidiens en temps et en distance. Soyons clairs, ce mode d'urbanisation est peu compatible avec un développement durable et avec une vie équilibrée. Et pourtant, il est plébiscité par une majorité de français, y compris, depuis la crise du Covid, par les habitants des métropoles qui se ruent vers les maisons des années 1959-1970. Il est possible de densifier les formes urbaines tout en offrant une vraie liberté de vie sans être entassé. Quelle Cité voulons-nous, devons-nous promouvoir ? Certain prône « d'accepter l'héritage de cette ville déjà là et engager résolument sa transformation⁷⁹ ». Prenons exemple sur les villes du Nord de l'Europe, comme au « Pays-Bas, qui se sont constituées autour de maisons de ville étroites, mais individuelles, disposant de leur jardin privatif, même dans les petites et moyennes agglomérations. Aujourd'hui près de 80% des hollandais vivent dans une maison, contre 68% en France »⁸⁰.

*Se poser la question de la location ubérisée qui déstabilise le marché du logement dans les régions touristiques en contribuant à l'augmentation des loyers et en réduisant de manière significative le vivier des logements pour les familles qui vivent et travaillent dans ces régions.

Acceptons la construction d'usine dans notre voisinage et de mobiliser notre épargne pour l'industrialisation

62. Accepter la construction d'usine proches de chez soi est une vraie question, même s'il existe un consensus intellectuel des décideurs publics et privés pour réindustrialiser le pays. En 2021 l'industrie représentait moins de 17% de notre PIB. La moitié moins qu'en 1970. La mondialisation se rétrécit et la transition écologique est un véritable enjeu. Voilà qui nous oblige à produire de l'énergie décarbonée, des produits agricoles, des semi-conducteurs, des batteries, des médicaments. Mais les français veulent de l'industrie et pas d'usine⁸¹s. Nous sommes devant un choix de société qui met en jeu nos emplois de demain, notre capacité à nous défendre, l'équilibre de notre balance commerciale et celui de notre modèle social.

Nous sommes devant un paradoxe : « le pays est le plus désindustrialisé en Europe, mais c'est celui qui a toujours le plus parlé de politiques industrielle », remarque Sarah Guillou de l'Observatoire français des conjonctures économiques. En 50 ans, l'Hexagone s'est vidé de ses usines, au nom de son adhésion à la pensée de l'entreprise libérée de ses usines. 2,5 millions d'emplois industriels ont été détruits.

Malgré les efforts entrepris, la part de l'industrie dans la valeur ajoutée de la France a baissé de 2017 à 2022, de quoi expliquer l'augmentation du déficit de la balance commerciale.

⁷⁷ www.ensemble2generations.fr

⁷⁸ www.maison-amado.org

⁷⁹ L'urbaniste Sylvain Grisot de l'agence Dixit.net. Cité par Jean-Laurent Cassely. L'Express 28 10 2021.

⁸⁰ Aurélien Saussay. Chercheur à la London School of Economics. L'Express 30 09 2021.

⁸¹ Nicolas Bouzou. L'Express 20 03 2023.

La part de l'industrie ne remontera dans notre pays qu'à condition de mobiliser beaucoup d'innovation, de compétences, ... de moyens financiers et de foncier ! La France dispose d'un excellent tissu de capital-risque qui finance le démarrage des start-up, mais de graves difficultés surgissent quand il faut financer l'industrialisation. Il est nécessaire de mobiliser des investisseurs privés pour financer 200 milliards d'euros⁸², d'ici à 2035, pour que l'industrie passe à 12 ou 13% du PIB de la France. Sachant que l'épargne des ménages s'élève au total à 5936 milliards d'euros dont 3673 Md€ pour les dépôts à vue, l'épargne réglementée et les assurances vie en euros, et 2263 Md€ pour les actions, et les assurances vie en unité de compte.

Il est urgent que des dispositions incitatives soient prises pour qu'une part importante de notre épargne soit investie dans l'industrie et que, nous-mêmes nous acceptions de prendre un risque pour le bien commun.

L'usage de l'énergie : passer du consommer mieux au consommer moins

63. La meilleure énergie est celle que l'on ne consomme pas. Comment passer du consommer mieux avec le progrès technologique au consommer moins.

- *privilégier l'isolation des maisons avec des réponses françaises.
- *mettre en place des équipements qui économise l'énergie : économiseur d'eau, thermostats, ...
- *couper l'eau, l'électricité, le gaz pendant les vacances ou en absence prolongée.
- *accepter des petits efforts quotidiens : douches courtes, éteindre la lumière dans les pièces inoccupées, mettre un pull au lieu d'augmenter le chauffage, dégivrer son congélateur.
- *éviter de climatiser, préférer les courants d'air.
- *prendre un fournisseur en électricité renouvelable. Ex : Enercoop⁸³.
- *utiliser un moteur de recherche social et solidaire. Ex : Ecosia et Lilo.
- *S'informer sur avec « Court-Circuit⁸⁴ », le bulletin d'information de l'énergie citoyenne.
- *rouler moins vite, favoriser le télétravail, prendre les transports publics, pratiquer le covoiturage, privilégier le train sur l'avion ...
- *choisir de consommer plus d'énergies renouvelables ou décarbonées et de consommer moins d'énergies fossiles. C'est mieux pour la transition climatique et cela réduit le déficit de notre balance commerciale.
- * « consommer sa propre électricité, c'est le pari gagnant⁸⁵ », en utilisant les énergies renouvelables décentralisées et couplées à des batteries de stockage et réseaux digitalisés. Il s'agit d'une production locale d'énergie renouvelable à l'échelle d'un bâtiment ou d'une maison ou d'un groupe de maisons. L'ensemble est connecté à une plateforme digitale pour optimiser le système et pour renvoyer l'excédent de production sur le réseau principal. Cela réduit la facture énergétique et les émissions de carbone. C'est aussi une sécurisation de son alimentation électrique.
- *accepter dans le mix énergétique une part d'énergie nucléaire nouvelle génération.

⁸² Olivier Lluansi, expert industriel, in L'Express 28 Mars 2024.

⁸³ www.enercoop-paca.fr

⁸⁴ www.energie-partagee.org

⁸⁵ Gwénaëlle Avic-Huet. L'Express 24 03 2022.

*la précarité énergétique touche les plus pauvres qui n'ont pas les moyens de payer les factures dont le montant ne cesse d'augmenter. Après l'alimentation, c'est le deuxième poste qui pose problème. La précarité énergétique va jusqu'au 2^{ème} décile de revenu⁸⁶ : 11,9% des ménages, soit 3,4 millions de ménages. Cette précarité est en partie liée à l'état des logements. En France, 7,5 millions de logements sont classés F ou G. Ils sont très consommateurs d'énergie. Le chauffage, c'est aussi la santé. Le bâtiment représente un quart des émissions annuelles de GES de la France.

Le laboratoire d'idées The Shift Project lancé par Jean-Marc Jancovici, apporte une vision systémique⁸⁷ qui permet de comprendre les enjeux socioéconomiques de cette transition énergétique. Même si certains aspects peuvent être critiqués ou mis en doute.

Attention à une transition énergétique⁸⁸ menée trop rapidement

64. Elle aurait des conséquences sociales gravissimes par un appauvrissement d'une part importante de la population : isolation des logements, coûts des voitures électriques, interdiction des voitures thermiques, restriction de circulation des voitures anciennes au sein des ZFE (zones à faible émission), l'insuffisance du nombre des bornes de recharge renchérissement du coût de l'énergie pour le chauffage et la mobilité, importations de produits onéreux pour fabriquer les panneaux solaires et les éoliennes, enjeux de recyclage, risques de rupture d'alimentation électrique. La transition énergétique est porteuse d'une « bombe sociale » dont les gilets jaunes n'ont été que l'avant-goût. Les politiques de transitions énergétiques doivent traiter les enjeux sociaux comme composante essentielle de cette transition.

Choisir une mobilité douce

65. La voiture a une place capitale dans la vie des Français. Une étude de l'Insee d'Avril 2021 montre que 91% des ménages ont au moins une voiture dans les territoires périurbains contre 69% dans les grandes villes. Les périurbains en ont besoin au quotidien. Cette situation est vécue par les deux tiers des français. L'automobile est un élément du contrat social. Elle est partie prenante d'un projet de société, synonyme de progrès réparti et inclusif. Tout ceci est remis en question par la transition énergétique⁸⁹, même s'il se vend toujours plus de SUV lourds et polluants : 700000 en 2022.

*Diversifier ses modes de déplacements. Privilégier la marche à pied et le vélo qui sont très bons pour la santé. Pour le vélo, il est possible d'acheter français avec la Manufacture française du cycle (MCF) installée en Loire-Atlantique.

*Utiliser les *deux-roues motorisés* ou les *transports en commun*.

*Favoriser le *co-voiturage* et le *télétravail*. Louer sa voiture pendant un voyage.

Exemple : Travelcar, <https://www.travelcar.com>.

*Demander à son garagiste des *pièces détachées d'occasion*, lors d'une réparation.

⁸⁶ Observatoire National de la Précarité Énergétique (ONPE) ; 22 Mars 2023.

⁸⁷ . Jean-Marc JANCOVICI, *Le Plan de transformation de l'économie française*, Odile Jacob.

⁸⁸ Court-Circuit. Énergie partagée. Bulletin d'information de l'énergie citoyenne.

⁸⁹ Mathieu FLONNEAU, *En tout sens. Circuler ; partager, sécuriser.*, Editions Loubatières, 2022.

**Acheter des voitures françaises ou fabriquées en France.* Le label « origine France Garantie » couvre les voitures dont plus de 50% de la valeur totale est fabriquée en France. En fait « fabriquée en France » signifie « assemblée en France ». L'achat de voitures françaises représente 53% du total des achats. Les français préfèrent acheter une voiture produite en France, même si elle est étrangère.

*Acheter d'occasion, en privilégiant les petits modèles, la garder la plus longtemps possible, ce qui est déjà le cas. On constate une baisse du nombre de kilomètres parcourus chaque année de 13800 à 12800 mais le nombre de voitures par ménage est en augmentation.

*Attention aux enjeux des *voitures électriques* en termes d'emplois, de recyclage, de ressources rares, de conditions d'extraction de ces ressources. La transition de ce secteur est indispensable pour le changement climatique. « Mais le chemin pour y parvenir est sinueux⁹⁰ ». Cela demande de tout repenser, des ressources en matières premières, de l'usine au garage individuel en passant par les parkings, les stations-services et les bornes de recharge, sans oublier les enjeux technologiques liés aux batteries, à leur recharge et à leur recyclage. Si l'on veut créer des emplois en France et en Europe, il faut réguler les importations de voitures étrangères dont la fabrication est largement financée par leur Etat, créant ainsi une concurrence déloyale. Il appartient à l'Union Européenne, aux Etats et aux industriels d'en faire un succès industriel et social. L'interdiction par le Parlement européen de la vente de véhicule neuf équipés d'un moteur thermique à partir de 2035 n'est-elle pas une décision qui sera difficile à mettre en œuvre et dont les conséquences sociales peuvent être graves tant en termes d'emplois que de budget des ménages. En France c'est plus de 100000 emplois qui seraient menacés car les moteurs électriques demandent 2 à 3 fois moins de main d'œuvre que les moteurs thermiques. Sans parler du retard de l'Union européenne dans la maîtrise des ressources en métaux rares et de leurs conditions sociales et environnementales d'extraction. Quant à l'acceptabilité sociale pour ouvrir des mines en Europe, elle a besoin d'une vraie pédagogie. On ne peut pas vouloir se décarboner en renvoyant les contraintes minières sur les pays en développement comme la Birmanie ou la Chine, cela qui revient, de plus, à favoriser des pays totalitaires. Ce qui est vraie pour les voitures électriques, l'est aussi pour les éoliennes, les panneaux photovoltaïques, les disques durs des ordinateurs, ...

*En ordre de grandeur, la voiture produit une tonne de CO₂+ par an, soit autant que le chauffage et la nourriture, pour un français moyen. En France, les transports sont la première source de gaz à effet de serre (GES) dont 53% sont imputables aux voitures individuelles⁹¹.

*Le recours aux *livraisons rapides* relève-t-il des mobilités douces ? Est-il durable tant au niveau du transport lui-même de quelques objets ou aliments et des conditions sociales qui sont infligées aux travailleurs qui assurent le transport ? Cela ne relève-t-il pas d'une « économie de la flemme » ? Quant au secteur de la *micromobilité*, avec les vélos et trottinettes en libre-service, ne peut-on pas se poser des questions sur sa réelle utilité et sur les comportements qu'ils entraînent ? Ces deux secteurs qui ne sont pas d'une utilité vitale pour la société ont levé 160 Md€, alors que les 10 plus grandes start-ups qui travaillent au futur de l'énergie nucléaire ont collectivement levé 5 Md€, soit 30 fois moins⁹² ! La jeune génération risque de porter un regard sévère sur le bilan carbone et social de ces comportements.

⁹⁰ L'implacable décollage de la mobilité électrique. Gwénaëlle Avice-Huet, chargée de la stratégie de Schneider Electric. L'Express 18 04 2023.

⁹¹ ?'Express. Mobilité, les voitures de demain.13 032023

⁹² L'économie de la flemme est mal barrée. Frédéric Filloux, grand reporter. L'Express 2 02 2023.

Les réponses aux personnes en difficultés de mobilité

66. Le coût de la mobilité est un enjeu social majeur. La crise des « gilets jaunes » l'a montré avec une grande ampleur. Mais il existe des réponses, partielles sans doute.

*S'adresser à un *garage solidaire*. Le Secours Catholique en accompagne la création à travers le réseau Solidarauto pour aider les personnes connaissant des difficultés de mobilité. Ce sont des garages comme les autres, seuls diffèrent l'esprit et le prix⁹³. Ils pratiquent des tarifs très concurrentiels qui s'appliquent aux bénéficiaires des minima sociaux. Les autres clients paient un tarif plus proche du marché. Ils aident ainsi à équilibrer les comptes du garage solidaire. Ils sont des associations non profit, gérées par des bénévoles et employant des salariés en insertion. Au-delà de la réparation, ils assurent de la vente et de la location de véhicules. Donner sa vieille voiture ouvre à une réduction d'impôt et permet à ces garages de mieux équilibrer leurs comptes. Et ces voitures sont revendues à des prix très intéressants. Des conseils sont donnés pour aider à choisir la bonne mobilité, étant le prix de reviens mensuel d'une voiture, plus de 300€ par mois. En accord avec l'association Mobilité Empli, il est possible de louer un scooter ou un vélo, ou, encore, de suivre des cours de conduite.

*En France, on compte entre 6 et 8 millions de précaire de la mobilité et jusqu'à 20% des adultes en âge de travailler qui ont du mal à se déplacer. La mobilité a un impact sur le logement, sur l'emploi, et sur l'isolement. Le Libre blanc du Club de la mobilité durable publié en 2015, et le Laboratoire de la mobilité inclusive, think tank social, propose de nombreuses réponses concrètes.

*Les ZFE (zones à faible émission) qui sont installées dans les grandes villes pour interdire progressivement leurs accès aux véhicules les plus polluants vont accentuer encore les difficultés de mobilité pour les revenus les plus faibles. Pour beaucoup d'entre eux changer de voiture n'est pas possible financièrement et prendre les transports en commun suppose qu'ils en existent de pratiques pour aller travailler en particulier. Voilà un enjeu de plus qui peut lui aussi contribuer à une « bombe » sociale. Encore une fois la qualité de l'air ne peut pas s'améliorer en ne tenant pas compte des modes de vie des faibles revenus.

Interroger notre relation au « paradigme technocratique⁹⁴ » : la numérisation accélérée

67. Dans l'encyclique Laudato si, le Pape François nous interpelle sur « le problème fondamental qui est la manière dont l'humanité a, de fait, assumé la technologie et son développement avec un paradigme [technocratique] homogène et unidimensionnel ». Le Pape dénonce ainsi « la tendance, pas toujours consciente, à faire de la méthodologie et des objectifs de la technoscience un paradigme de compréhension qui conditionne les styles de vie des personnes et le fonctionnement de la société ». Ce qui est en jeu, c'est la domination de la nature et de l'existence humaine.

Comment alors rendre la Big Tech plus éthique alors que l'objet des géants de la tech coïncide avec les sept péchés capitaux. Leur impact négatif sur la société est largement documenté. « Relever le niveau éthique de la technologie suppose une collision frontale avec son modèle économique qui était vicié dès l'origine⁹⁵ ». Les GAFA qui « lisent » tout ce qui leur

⁹³ Message 17. Novembre 2015.

⁹⁴ L'encyclique Laudato si. § 106 et suivants.

⁹⁵ Eric Salobir, dominicain. L'Express 29 06 2023.

est confié, sont incapables du moindre discernement et s'en remettent à des algorithmes pour lesquels les gouvernements sont incapables de fixer des lignes claires sur ce qui serait acceptable. Par lâcheté, cupidité ou incompétence, la société de surveillance s'installe toujours plus insidieusement⁹⁶. Si le numérique a des avantages, on n'en perçoit pas assez les inconvénients.

Dans son livre *l'Homo numericus*⁹⁷, l'économiste Daniel Cohen s'attache à un être submergé par les contradictions et les frustrations. Les promesses du plus grand bouleversement anthropologiques depuis la sédentarisation il y a cent mille ans générés par la révolution agraire, ne sont pas toutes, tant s'en faut, au rendez-vous. En revanche les inquiétudes se précisent avec la digitalisation de nos vies qui accélère la désintégration des institutions qui structuraient notre société.

« Les révolutions industrielles du XIXème siècle avaient transformé le rapport de l'homme à la matière. Leurs effets sociaux avaient été puissants mais indirects. Avec la révolution numérique se sont les rapports humains entre eux qui sont directement transformés. Il y a une révolution sur le marché de l'information doublé d'une dérégulation de ce marché. Tout le monde peut donner son point de vue, tout en faisant des économies sur les rencontres en présentiel. Elles sont réduites au strict nécessaires, entraînant une perte de sensibilité du rapport à autrui et les conduisant à vivre de manière plus solitaire. La société est basée sur le modèle de l'entre-soi, de la ghettoïsation et l'archipélisation, comme l'explique Jérôme Fourquet. Le problème est que ces mondes ne communiquent plus. Il faut vaincre l'endogamie croissante de nos modes d'existence⁹⁸ ».

Comment retissez les liens ? En effet, « la question n'est [plus] de savoir si le numérique est une option, mais comment s'en emparer et diffuser une culture et un usage plus grands de ce qui conditionne de plus en plus la vie des gens et une bonne partie de la richesse d'un pays⁹⁹ ».

*Apprendre à « jeuner » de notre attachement au numérique : interroger notre relation aux *appareils numériques* en réduisant le nombre d'écrans dans la maison et le temps que nous y consacrons ; se détacher de son téléphone le temps d'un week-end, ne pas l'avoir sur soi en permanence ; demander son chemin ou consulter une carte, au lieu de recourir au GPS.

*Interrogeons-nous sur nos pratiques *d'achats en ligne*. La part de richesses captées par les plateformes (20% par transaction) à destination de pays étrangers sont l'équivalent d'importations, donc ce sont des exportations d'emplois. Le bombardement publicitaire auquel nous sommes soumis, les conditions de travail des livreurs car nous voulons recevoir notre commande dans les délais les plus courts, la consommation d'énergie des centres de traitement informatique, l'asservissement des TPE, PME nous interpellent, ainsi que les enjeux de recyclage de tous ces matériels à l'obsolescence programmée.

De plus les modèles économiques des plateformes sont fragiles et sur le plan social elles ont un modèle qui interpelle. En effet, elles ne salarient pas leurs livreurs qui sont des autoentrepreneurs mal rémunérés alors que les exigences les assimilent de fait à des salariés.

⁹⁶ Frédéric Filloux, grand reporter. L'Express 8 09 2022.

⁹⁷ Daniel COHEN, *Homo numericus*., Albin Michel, 2022.

⁹⁸ Daniel Cohen et Gérald Bronner. L'Express 6 10 2022.

⁹⁹ Brice Teinturier. Directeur général délégué d'IPSOS. Grand Entretien Automne 2022.

Des redressements sont en cours. C'est une vraie question de justice qui se pose aux clients de ces plateformes.

La promesse du Web3 n'est pas la disparition de ces plateformes, mais une nouvelle répartition de la valeur. Aujourd'hui les grandes plateformes ne produisent pas de valeur elles-mêmes. Elles coordonnent et agrègent ce que leurs utilisateurs leur fournissent. En tant qu'intermédiaires, elles accaparent toute la valeur. Non seulement l'utilisateur lui fournit les ressources, mais en plus il doit payer pour bénéficier des services. Demain, on peut imaginer des systèmes assurant une forme de redistribution plus équitable¹⁰⁰.

*Attention au temps consacré aux *réseaux sociaux*. Ils ne sont pas une nouvelle agora mais une machine à nourrir les clivages et les fractures. Ils enferment chacun dans une couche sociale. Il faut, par la maîtrise des usages des réseaux sociaux, lutter contre la double dissolution du rapport à autrui et à la société. Attention au temps consacré aux jeux en lignes, aux univers virtuels, comme le Métavers de l'ex-Facebook¹⁰¹. Ils peuvent devenir addictifs, y compris sur le plan financier.

*« Le *métavers*, c'est la promesse épouvantable de pouvoir créer son propre monde, un monde totalement immersif. Ce monde est un univers en 3D, accessible via un casque de réalité virtuelle, dans lequel il sera possible d'échanger avec ses amis ou d'acheter en payant avec des monnaies virtuelles ou des crypto-monnaie, d'assister à des concerts, de visiter des musées, de jouer à des jeux vidéo et même de travailler. Certaines applications mettent à disposition des entreprises des salles de réunion immersives où l'on pourra échanger avec les avatars de ses collègues. On pourra aussi acheter des terrains, construire, acheter des œuvres d'art numériques, des sacs virtuels. Pour passer une bonne partie de votre journée dans ces mondes virtuels, vous aurez envie que vous double numérique soit présentable. L'économie du liée aux métavers pourrait atteindre 1500 milliards de dollars en 2030¹⁰². La réalité virtuelle va se développer, avec comme risque associé une solitude grandissante¹⁰³ ».

Vous vous connecter à un monde merveilleux et quand vous enlevez votre masque de réalité virtuelle vous revenez à une réalité plus terne. Pour des nombreux analystes indépendants, le métavers est un vrai danger. « Rester trop longtemps dans un monde virtuel idéalisé pourrait provoquer une sorte de phobie du réel », alerte Michael Stora, psychologue¹⁰⁴. Les métavers pourraient avoir plus d'influence que les réseaux comme X ou TikTok. C'est une bombe à retardement. « Leur business model, c'est *l'économie de l'attention* : sans considérations morales quant à la façon d'exploiter à outrance les données personnelles des utilisateurs et de faire du réseau social le porte-voix favori des extrémistes en programmant leurs algorithmes en conséquence¹⁰⁵. Plus vous passez de temps sur le réseau social et ses applications sœurs, Plus vous voyez de pubs, et plus ils gagnent de l'argent. Ils vont tout faire pour développer un monde ultra-addictif », déplore Guillaume Chaslot, ex-Google repent¹⁰⁶. Ce qui terrible, dans cette course technologique, c'est que nous en connaissons les gagnants : les acteurs dominants actuels. Ces technologies immersives sont

¹⁰⁰ Primavera di Filippi. CNRS. L'Express 23 Juin 2022.

¹⁰¹ Rester vivant à l'ère du numérique. Diane Gautret et Cie. Famille Chrétienne n°2296. Semaine du 15 au 21 Janvier 2022

¹⁰² Société de conseil PwC cité par l'Express du 2 Septembre 2021.

¹⁰³ Marc Dugain et Christophe Labbé. L'homme sans contact. L'Observatoire 2022. L'Express 17 11 2022.

¹⁰⁴ Cité in L'Express 2 09 2021

¹⁰⁵ L'inquiétante vérité. Et si Facebook n'était pas votre ami ? Sheera Frankel et Cecilia Kang. Albin Michel. 2021.

¹⁰⁶ Cité in L'Express 2 09 2021

un enjeu de souveraineté. Du câble sous-marin à l'utilisateur, en passant par le software, les casques et les systèmes de paiement, ce sont des opérateurs toujours plus puissants qui s'annoncent. Pourquoi ne pas se poser la question de leur démantèlement ?

Mais le matériel importe moins que la constitution de l'écosystème de développeurs qui bâtira les futurs usages. Il appartient à la France [et à l'Europe] de se placer en tête de la production des contenus culturels et créatifs¹⁰⁷.

Pour ce type de projet la société civile et politique devrait être consultées pour encadrer un tel système. On s'est bien attaqué aux grands groupes d'électricité, de tabac, alimentaires, pourquoi pas aux Gafam. Des chercheurs pourraient étudier l'impact des réseaux et du métavers et préconiser des réponses correctives, par exemple, faire émerger un réseau concurrent en Europe et ne plus envoyer des dizaines de milliards d'euros et des milliards de données aux Etats-Unis et en Chine. Il faut absolument une vraie transparence sur les algorithmes qui mettent en avant des publications plutôt que d'autres pour capter le maximum d'attention de chaque utilisateur et en rendre responsables les plateformes, les réseaux et le métavers, tout favorisant l'échange avec la société civile. Des objectifs globaux devraient être fixés et contrôlés régulièrement. Enfin, il faudrait ralentir le flux des informations, en contraignant les internautes d'attendre au moins dix secondes et de copier-coller le contenu avant de le partager. Il convient aussi de protéger les données personnelles et leur propriété en redonnant leur contrôle aux internautes. Qu'ils puissent y accéder à tout moment et même les effacer. L'interopérabilité entre les réseaux paraît aussi une bonne réponse pour donner de la liberté aux utilisateurs en leur permettant d'échanger des informations sans appartenir aux mêmes réseaux.

*Attention aux effets néfastes sur nos *enfants* car la performance économique des *réseaux sociaux* dépend de l'audience, donc du temps passé et des interactions. La lanceuse d'alerte Frances Haugen a révélé la connaissance précise qu'avait Facebook sur les effets dévastateurs d'Instagram sur la jeunesse et, en particulier, sur les adolescentes fragiles. Robin Rivaton invite à aller voir le dernier filtre « Bold Glamour » de TikTok qui remodèle les images des visages. Pour lui, une telle fonctionnalité est diabolique car c'est une guerre psychologique livrée aux jeunes générations qui pèse sur leur santé mentale¹⁰⁸. Et ce n'est pas le seul produit hyper addictif proposé par TikTok !

La Big Tech n'a aucun intérêt à mettre en place des réponses pour limiter la dépendance à ses produits ou à limiter l'âge d'accès. La faiblesse de la régulation publique et la non-intervention de l'école, met les parents en première ligne pour apprendre à leurs enfants à user et non à abuser des réseaux, pour que cet usage ne devienne pas une drogue. Pourquoi ne pas développer des recours collectifs, ou class action, qui regrouperaient des associations de consommateurs européens pour mobiliser les pouvoirs publics pour une régulation accrue ?

68. Il est clair que dans tous les réseaux sociaux, le métavers, les plateformes, il s'agit d'un dévoiement de la relation naturelle entre les humains, en la déformant et en la réduisant. Dans la mesure où cette relation humaine est au cœur de l'économie de communion, il serait majeur que la numérisation de la société soit un vrai sujet. En effet, « ces dix dernières années ont été exceptionnellement stupides¹⁰⁹ ». En effet les réseaux sociaux fragmentent la société

¹⁰⁷ Robin Rivaton. L'Express 6 01 2022.

¹⁰⁸ L'Express 9 03 2023.

¹⁰⁹ Jonathan Haidt, psychologue. In L'Express 5 05 2022.

et menacent nos démocraties libérales. Ils ont plongé toute une génération dans la dépression, l'anxiété et la fragilité. Au sein des réseaux on ne communique plus avec quelqu'un mais on communique sur quelqu'un dans l'espoir d'impressionner d'autres personnes qui nous regardent. Cela corrompt la qualité des échanges, pouvant conduire jusqu'à l'humiliation publique. Devant ce constat, Jonathan Haidt propose trois solutions : le renforcement des institutions démocratiques, la préparation de la génération suivante et la réforme des [méthodes] des réseaux sociaux en revoyant leurs infrastructures. Plutôt des changements simples qui ralentissent la diffusion d'un contenu et la modification du paramétrage des algorithmes. Se pose aussi la question de leur gratuité en créant des abonnements. Enfin les réseaux ne sont pas que des hébergeurs, ils sont responsables des contenus qui circulent. Ils doivent assumer leurs responsabilités. Il est important que les responsables politiques n'attendent pas les grands procès comme ceux liés au tabac.

La blockchain collaborative, les cryptomonnaies et les NFT ouvrent la perspective à de nouveaux réseaux sociaux plus décentralisés, où les internautes pourraient monétiser leurs contenus eux-mêmes et détenir chacun une petite part de propriété du service et décider collectivement de ses règles de fonctionnement. En particulier, en particulier celles relatives au profilage des usagers à destination des annonceurs. Néanmoins certaines de ces technologies sont massivement consommatrices d'énergie pour faire fonctionner les fermes d'ordinateurs nécessaires à ces structures.

L'intelligence artificielle, une vraie question

69. L'IA n'est pas une révolution scientifique, mais anthropologique¹¹⁰. Fascinante nouveauté ou inquiétante menace ? Comme tout outil technologique, elle n'est ni bonne ni mauvaise, c'est l'usage qu'en fera l'homme qui apportera la réponse à cette question. Le développement de l'IA ne sera pas interrompu. Mais l'anthropomorphisme des IA générative dans leurs réponses à nos questions en langage naturelle les rend acceptables à cause de la facilité d'utilisation et ainsi baisse les questions éthiques liées à leur utilisation.

Comme l'arme nucléaire, l'IA modifie la vision qu'à l'homme de sa place dans le monde. En fait l'IA ne réfléchit pas, elle calcule. Il ne fait que prédire statistiquement des mots et leur enchaînement à partir d'un contexte. Il faut se protéger du malentendu entre ce qu'il peut faire en réalité et l'interprétation qu'en auront ses utilisateurs. Il n'empêche ses capacités sont énormes et les questions éthiques sont au cœur de son usage. La possibilité offerte au grand public de l'utiliser a permis de la mettre au centre de nos débats. Pour certains, les conséquences des applications de l'IA générative vont au-delà de la « destruction-créatrice » schumpétérienne classique en termes de changement dans les domaines de l'emploi et de la façon de travailler.

Mais quelle est la véracité des propos générés par une IA et comment la vérifier puisque les sources ne sont pas citées ? L'Institut Montaigne¹¹¹ s'interroge sur le rôle de l'IA dans les mutations de notre société. Pour lui, les IA plus autonomes qui se développent vont porter en elles des choix sociétaux qui seront intégrés sans les algorithmes et assimilés dans les données qui les auront nourries. Comment alors se garantir qu'ils seront éthiques et responsables ? Il faut d'abord qu'elle soit sûre. Il faut ensuite décider quels choix l'IA fera pour nous, donc quels sont les choix éthiques qu'elle devra intégrer. Et enfin vérifier qu'il n'y a pas de biais dans ces propositions. Il sera nécessaire d'accompagner ceux qui se serviront de l'IA et qui seront

¹¹⁰ Sylvain Fort. Essayiste. L'Express 6 04 2023.

¹¹¹ Institut Montaigne, Milo Rignelli. L'IA au service des enjeux de société. Azerty n°8. Printemps 2023.

impactés par elle. C'est un outil qui dépend de nos choix de construction et non pas un individu qui prend des décisions spontanées. L'IA va transformer de nombreux métiers et automatiser certaines tâches.

*Que devient la parole quand elle cesse d'être humaine et que les IA, même si elles miment notre langage, ne comprennent rien au sens des mots ? « Or le langage est la matière première de la quasi-totalité de la culture humaines. Que se passera-t-il quand une intelligence non humaine deviendra meilleure que l'humain moyen pour raconter des histoires, composer des mélodies, dessiner des images¹¹²... Le piège, c'est qu'il est totalement vain de passer du temps à essayer de changer les opinions déclarés d'une IA conversationnelle. Les nouveaux outils de l'IA auront une influence considérable sur nos opinions ». Cela pose la question du pouvoir culturel, technologique et économique détenu par ceux qui seront les futurs géants de l'IA générative ? Comment lutter contre les fake-news, en particulier celles liées au traitement de l'image ? Comment protéger les droits d'auteurs ?

*Quel que soit les performances de l'IA, la vigilance s'impose. La technologie ne doit pas nous inspirer une confiance aveugle. Il faut prendre de la distance avec les algorithmes. A mesure qu'ils prennent de l'importance, il faut les auditer de manière régulière et transparente par un organisme de contrôle international, identique à ceux qui existent déjà dans d'autres domaines comme l'atome et la pharmacie. L'IA doit s'identifier comme une IA. Pour Antoine Bordes¹¹³, l'intégrité des IA passe par une plus grande transparence, en les mettant en open source pour qu'ils puissent être analysés par la communauté scientifique. Les velléités d'auto-contrôle cèdent toujours le pas à la compétition économique.

*Est-ce totalement rassurant de savoir qu'en 2030, 60% de la valeur totale d'un véhicule sera le logiciel. Cela signifie une augmentation du coût et, donc, du prix de ces voitures. Avons-besoin de voitures qui deviennent de véritables ordinateurs, ou de voitures solides et bon accessibles à tous ? Pourquoi ne pas lancer la 2CV des années 2030, cela irait dans le sens de la sobriété ?

*Des entreprises comme Google, ont l'ambition de nous offrir des services fondés sur l'IA pour chaque instant de notre vie. Avons-nous vraiment besoin de ces services qui nous rendent dépendant d'une entreprise et d'une machine ? D'autant plus que cette entreprise veut que nous « oublions » la présence de l'IA au sein de ces services. Encore une fois, quelle sera la transparence des algorithmes, quelle sera le modèle économique, quelle sera l'usage des informations recueillies ? N'existe-t-il pas des investissements qui seraient plus utiles pour le bien de l'humanité ? D'autant plus que l'IA ne modifie pas nos modes de vie, elle déplace simplement la répartition de la valeur. Elle n'est qu'un intermédiaire puissant. Au bénéfice de qui ? Pour quel type de développement ? Malheureusement tous ces services numérisés conduisent à augmenter la quantité d'informations personnelles saisies pour être ensuite traitées par l'IA et déployant ainsi davantage « l'économie de surveillance » sur tous les aspects de notre vie : consommation, santé, tourisme, ...

*Mais les IA, comme les centres de traitements des données (les datas center), sont très gourmandes en énergie électrique. L'augmentation très rapide de la taille des IA et la multiplication de leurs usages ne peut que renforcer cette consommation électrique. Il est assez paradoxal que l'on nous demande de restreindre notre propre consommation quand par ailleurs les nouveaux outils qui émergent sont d'énormes consommateurs. « Chaque image générée par une IA va consommer en quelques secondes autant qu'un résident français.

¹¹² Yuval Noah Harari. L'IA menace la survie de la civilisation humaine. L'Express 17 05 2023.

¹¹³ Antoine Bordes. Ancien n°2 de l'IA chez Meta.

Le fonctionnement de ChatGPT en Janvier 2023 était [déjà] l'équivalent d'une ville de 175000 habitants¹¹⁴ ». L'amélioration des ratios performance/consommation compensera-t-il l'augmentation des usages des IA et autres instruments numériques ?

Renoncer au tourisme en renouant avec le voyage

70. Devenu massif, le tourisme mondial est reparti à la hausse après le Covid. C'est une industrie prospère qui génère de nombreux impacts écologiques, sociaux et économiques à l'échelle mondiale : la gestion des ressources et des déchets, la pollution liée aux transports et à la construction des infrastructures et des hébergements, la protection de la biodiversité, et le respect des populations et des cultures locales. Il faut protéger et valoriser les savoir-faire, les traditions et les connaissances locales, lutter contre la dépendance économique à l'égard du tourisme, surveiller et encadrer les impacts écologiques. Renoncer, d'une certaine manière, au tourisme en renouant avec le voyage et son esprit singulier. Par la sobriété, tout d'abord, quand il s'agit de se détendre et de se resourcer, en ayant mûri ses finalités pour donner du sens à sa pérégrination. Alors que faire ?

*Bouger moins et autrement. Prendre le train plus souvent, limiter les voyages en avion, par exemple une fois tous les deux ans. Et pourtant, le transport aérien a repris de plus belle depuis la fin du confinement pour le Covid. Découvrir davantage la France, l'Europe. Réfléchir avant de partir loin pour un temps court.

*Choisir les sites à visiter avec précaution, surtout en période de flux touristiques importants, pour éviter leur saturation comme les calanques de Marseille. Visiter ces sites hors saison touristique, si possible. De 60 millions de touristes internationaux en 1968, nous avons dépassé le cap du milliard en 2019, à cause de l'émergence d'une classe moyenne internationale¹¹⁵. « Une fois de plus, l'impératif climatique se heurte frontalement à l'ambition de continuer à vivre et à voyager comme si de rien n'était¹¹⁶ ».

*Il faut sortir d'une logique de « consommateur » des paysages, des pays, de l'exotisme, du nouveau, du dépaysement, de l'autre, de la civilisation du spectacle. Prenons le temps que cette rencontre soit positive pour les deux, donnons-nous nous-même. Recherchons des modes de tourisme qui permettent le partage, le don de notre temps. Ne mettons pas l'autre à notre service. Mettons-nous à son service en vivant avec lui et pour lui. Veillons à la répartition de la valeur ajoutée entre les différents intervenants, et entre les pouvoirs locaux et la population locale. Mieux vaut aller 15 jours à un endroit que deux fois une semaine dans deux endroits. Posons-nous la question : en quoi mon tourisme améliore le bien-être et l'espace des populations que je visite¹¹⁷ ?

*Attention à la course aux loisirs marchands qui devient une composante significative des budgets des familles. Ce n'est pas une dépense prioritaire. Dans les arbitrages budgétaires, elle pourrait être réduite, par exemple, au bénéfice d'un effort plus grand pour acheter des produits alimentaires durables et au juste prix.

*Aider les mouvements caritatifs à organiser des vacances pour les familles en difficultés, pour les handicapés. Accueillir des enfants, des familles chez soi pour un temps de repos.

¹¹⁴ La fête du mégawatt reprend dans la tech. Frédéric Filloux. L'Express 16 03 2023.

¹¹⁵ Jean Viard et David Medioni. L'An zéro du tourisme. L'Aube-Fondation Jean-Jaurès.

¹¹⁶ Jean-Laurent Cassely, spécialiste de la nouvelle société de consommation. L'Express 23 06 2022.

¹¹⁷ Marc Reynaud. De la consommation de l'autre au don de soi. 21 11 1998. Jubilé An 2000 en Méditerranée.

L'enjeu d'une information pertinente pour prendre les bonnes décisions

71. Reconnaissons que cette liste simplifiée des bonnes pratiques est insuffisante. Le consommateur a besoin d'une information fiable. Elle est déjà apportée par des associations qui mettent en ligne sur leur site de nombreuses informations et qui proposent des applications utilisables sur les smartphones. Mais leur foisonnement est contre-productif car il décourage beaucoup de consommateurs dans leur désir d'achats plus vertueux. Une forme de structuration est sans doute nécessaire.

Les entreprises, les grandes surfaces font un effort de transparence, mais le matraquage publicitaire contribue à rendre suspect cette transparence qui apparaît d'abord comme une action parée de la vertu mais qui, au final, n'est qu'une couche de marketing. A ce propos, nous sommes déjà largement sous la coupe d'un « capitalisme de surveillance »¹¹⁸. Cette expression, reprise d'un article paru courant 2019, dans les Nouvelles Internationales, recouvre l'ensemble du système de collation et de traitement, largement automatisé, des informations concernant nos achats, notre usage des médias, les informations que nous laissons sur les réseaux sociaux, l'usage de nos cartes bleues, etc..., qui permet aux GAFA et aux grands groupes, de mieux nous connaître que nous-mêmes, et de nous influencer psychologiquement pour nous orienter avec insistance dans nos de consommation et de style de vie. C'est une « machine » à contrôler nos comportements, à notre insu, par la marchandisation de nos données personnelles pour augmenter les profits.

*La bonne méthode pour maîtriser l'information consiste à acheter toujours les mêmes produits et services, aux mêmes producteurs et prestataires, aux mêmes enseignes, locaux et connus, pour lesquels on aura, préalablement vérifié, en prenant du temps, que leur offre nous paraît au juste prix. Cela permet aussi de réduire son budget de consommation, en décidant d'être un adepte de la frugalité ce qui contribue à un développement durable.

*Il ne faut pas « faire peur » et contraindre par loi et le règlement, sauf nécessité absolue. Mais il faut encourager l'action coordonnée des citoyens à partir d'un score carbone sur tous les produits et une plus grande diffusion des bilans carbone des entreprises. Cela permettrait aux citoyens-consommateurs de faire pression sur les entreprises en choisissant les produits les plus vertueux. En tant que prescripteur en dernier ressort, le citoyen peut être un acteur direct du changement.

7. Epargnants de communion

Pour une réorientation de l'affectation de l'épargne des français

73. L'épargne d'aujourd'hui sera l'investissement de demain, c'est-à-dire la croissance et la création d'emplois. L'épargne des français est à son plus haut historique en absolu. Et pourtant, les indicateurs économiques du pays sont parmi les plus mauvais. La raison en est

¹¹⁸ Concept inventé en 2014 par Schoshana Zussman, professeur à Harvard. Wikipédia.

la mauvaise affectation de notre épargne qui ne vise que notre intérêt et les conseils « orientés des banques qui se préoccupe d'abord de leurs résultats. La réorientation de l'affectation de notre épargne aurait des résultats structurants sur notre développement et l'emploi. En un mot nous la stockons alors qu'il est possible de la rendre génératrice de flux créateurs de richesses donc d'emplois.

A la recherche d'un équilibre entre épargne de précaution et épargne active,

74. Des propositions, par ordre de priorité, en distinguant 3 parts :

Première part : la sécurité de la famille, sa trésorerie

*Constituer une *épargne de précaution* représentant de 6 mois à 1 an de revenus en les plaçant dans les comptes garantis et non fiscalisé : livret A, CEL, LDD, PEL. Le total autorisé de ces comptes permet d'épargner 111 450€ soit pour un couple 222 900€¹¹⁹. En se limitant au Livret A, au CEL et au LDD permet d'épargner 50 250€ soit 100 500€ pour un couple. Ce qui paraît une bonne mesure.

Deuxième part : l'acquisition de sa résidence principale

*Investir dans la *résidence principale* de la famille, avec un taux d'endettement maximum de 30% du revenu familial. C'est une garantie à long terme de la liberté familiale

*Troisième part*¹²⁰

*Eviter d'investir dans une résidence secondaire, sauf si c'est un enjeu familial : proximité du berceau familial, future résidence de retraite, investissement équivalant à une assurance décès, possibilité de la louer à prix modéré ou même de la prêter à des familles pauvres, ...

*Dons aux associations (maximum 20% du revenu annuel) si assujetti à l'IRPP. Remboursés par l'Etat au taux de 66% venant en réduction de l'IRPP.

*Investissement dans du locatif immobilier. Ce placement, pour ceux qui en ont le courage et/ou la compétence, reste très intéressant. Même si le revenu annuel net peut être faible, il est compensé par la garantie de capital et par des gains en capital. Loger des actifs est un vrai service social. L'idéal serait un loyer social. Au minimum un loyer raisonnable pour tutoyer le juste prix¹²¹.

Mais il faut résister à la tentation de la location en RBnB qui contribue à la raréfaction de logement pour actifs, qui renchérit les loyers en créant de l'exclusion et qui enrichit la plateforme éponyme à l'étranger. C'est une exportation d'emplois.

¹¹⁹ Comme les taux, les plafonds changent régulièrement.

¹²⁰ Spécial financement éthique. Epargne et placements. Investir une responsabilité morale. Cahier du Famille Chrétienne n°2300. Février 2022.

¹²¹ Les loyers décotés : une piste à ne pas négliger. Marie Pellefigue. L'Express 10 02 22

En revanche, il est utile de ne pas négliger la piste des *loyers décotés*¹²². Le dispositif « Louer loyer abordable » a été toiletté en « Loc'Avantages » qui offre une réduction d'impôts de 15%, pour un loyer intermédiaire, à 66%, pour un loyer très social.

« Investir [est] une responsabilité morale¹²³ »

75. Vouloir investir de façon éthique, c'est bien. Mais comment investir pour le bien commun en conformité avec la Doctrine sociale de l'Eglise ? De plus en plus d'acteurs proposent des conseils, des produits financiers et des projets concrets.

*L'investissement socialement responsable (ISR), avec le label ISR, intègre des critères extra-financiers dans les décisions de placements. L'ISR se développe très vite porté par la réglementation, les fonds institutionnels et les épargnants qui souhaitent donner du sens à leur épargne. Mais beaucoup ne sont pas assez exigeants sur le plan éthique. Il existe aussi la « Finance à impact ¹²⁴ » qui en plus de la recherche de résultats financiers, veut des résultats en termes de critères ESG (Environnement, social et gouvernance). A ne pas confondre avec la « finance verte », avec le label vert Greenfin pour la transition énergétique et la « finance solidaire¹²⁵ », avec le label solidaire Finansol qui finance l'économie sociale et solidaire (ESS).

Elle existe depuis trente ans comme la lutte contre l'exclusion par le logement (Habitat et Humanisme), l'emploi (France active). En ESS les rendements sont faibles mais on investit avec du sens, sur le long terme. On peut aussi s'intéresser aux placements répondant au Label Relance qui reconnaît les fonds qui contribuent à la relance économique en France en finançant des PME et des ETI (entreprises de taille intermédiaire).

*Il est possible de suivre les conseils de l'Observatoire des fonds d'éthique chrétienne des la Conférence des évêques de France, le classement des entreprises selon les critères d'Ethique et Investissement, d'écouter les conférences de Proclero¹²⁶ et d'Ethique Investissement, et de lire les Cahiers Pro Persona. Il est aussi possible d'investir dans des projets concrets : écoles, association d'accueil de SDF, soutien de femmes isolées, reconstruction de patrimoine religieux Il s'agit de prendre soin de l'autre et du plus pauvre. On peut citer les fonds suivants comme conforme à la Doctrine sociale de l'Eglise :

Exemples : le fonds Federal Ethi-Patrimoine, CredoLending, le fonds Proclero, le cabinet de conseil en gestion du patrimoine Noiret Patrimoine, Le Cèdre Finance éthique, etc...

*Attention aux *placements boursiers* dont les résultants peuvent être fluctuants voir conduire à une perte en capital importante ce qui peut poser des problèmes à un patrimoine familial moyen. De plus ces placements ne créent pas ou peu d'emplois en France. Il faudrait une forme de garantie publique en dessous d'un certain montant ou d'un certain revenu. En tout cas, de 10 à 20% du patrimoine dans des investissements français et responsables socialement et durable, semble un niveau raisonnable. 44% des épargnants seraient prêts à

¹²² L'Express 10 02 2022. Marie Pellefigue.

¹²³ Famille Chrétienne du 12 au 18 02 2022

¹²⁴ Se reporter au document édité par le Forum pour l'investissement responsable. www.frenchsif.org.

¹²⁵ Finansol qui soutient l'épargne solidaire a fusionné avec iLab pour créer FAIR (Financer accompagner impacter rassembler)

¹²⁶ Fonds créé par la Communauté Saint Martin et Mandarine Gestion

investir plus de 30% dans les fonds d'investissement responsable¹²⁷. Une partie de ces 10% peut être investi dans du *logement* social ou très social, ou dans des *projets à vocation sociale*.

*Les *assurances vies* sont des véhicules financiers et fiscaux qui restent intéressants pour transmettre un patrimoine de manière simple et relativement sécurisé s'il est effectué en euros ou avec une faible part en actions.

*Les *taux de placement* doivent rester inférieurs à l'inflation, au minimum, à la somme de l'inflation et de la croissance. Cela semble être le juste prix pour des taux d'intérêt. Sauf si *l'investissement est à risque* pour permettre la création ou le développement d'une entreprise dans la perspective de la création d'emplois. Dans ce cas le taux est en rapport avec le taux de croissance de l'entreprise, d'autant plus si cela provient d'une plus-value en capital. Plus-value d'autant plus légitime qu'elle est réinvestie dans un autre projet à caractère socioéconomique. Il serait même justifié que dans un tel cas, la plus-value réinvestie soit exonérée d'impôt.

Enrichissement sans cause

76. Se pose la question de la *plus-value à l'occasion d'une vente immobilière*. L'idéal serait de ne pas dépasser les taux d'inflation et de croissance. Sinon on est dans la situation d'un *enrichissement sans cause*. Que faire ? Soit vendre au juste prix à une famille ayant de faibles moyens, soit donner tout ou partie de cette plus-value à des projets caritatifs, soit la réinvestir dans le développement d'entreprise ou dans des projets sociaux et solidaires. Dans tous les cas, il faut distinguer une plus-value non recherchée en tant que telle et une plus-value fruit d'une spéculation. La spéculation est toujours mauvaise car elle crée une distorsion qui pénalise un autre acteur économique. Elle ne saurait donc être justifiée par un don ou un investissement ultérieur, dans un objectif social.

Le nécessaire et le superflu

77. La règle générale de la Doctrine Sociale de l'Eglise est de distinguer pour chaque famille ce qui relève du nécessaire et ce qui relève du superflu. Tout le superflu doit retourner aux pauvres, soit en dons, soit en investissement. « Avant de donner ce qui est à soi, il faut d'abord donner aux pauvres, ce qui leur appartient ... La justice précède la charité¹²⁸ ». Le superflu appartient aux pauvres.

Introduire du sens et de la gratuité dans nos vies

78. Ce sont des formes de dons qui relèvent de la préférence pour les pauvres, pour les personnes en situations de vulnérabilité :

*Libérer du temps pour un travail bénévole.

Exemple : contrat de travail au 4/5^{ème}.

*Donner de son temps.

Exemples : visiter une personne âgée de son quartier ; association de Saint Vincent de Paul.

¹²⁷ Les épargnants et l'investissement responsable. Baromètre OpinionWay-2^{ème} édition. Décembre 2020.

¹²⁸ Caritas in Veritate. Benoît XVI 2009

*Intégrer des personnes marginalisées, isolées, dans quelques-uns de mes week-ends ou dans une partie de mes vacances

*Prendre chez soi un parent, un ami malade ou dans le besoin.

*Faire partie d'une colocation solidaire.

Exemples : Lazare, Marthe et Marie, Simon de Cyrène, ...

4.COMMENT S'ENGAGER DANS L'ECONOMIE DE COMMUNION ?

L'économie de communion a besoin de nous, comme simples pratiquants ou comme diffuseurs.

Etre pratiquants de l'économie de communion.

79. Cela se concrétise par :

*Mettre en pratique, à titre personnel les changements de comportement proposés par l'économie de communion est déjà très positif. Il est possible d'approfondir ces pratiques en allant de temps sur le site de l'EdeC France

*Mais il aussi possible de s'abonner à la « newsletter » pour disposer de façon régulière de la vie de l'économie de communion, de prendre connaissance de témoignages, de lire des articles qui explique les fondamentaux de cette approche économique.

*S'abonner aussi à d'autres newsletters comme : Ecologie Humaine, La Ruche qui dit Oui, Court-circuit, ...

*Lire des livres inspirants comme : Non Impact Man, Le Guide des produits Made in emploi¹²⁹,

Devenir « diffuseur » de l'économie de communion.

80. Cela demande un peu plus d'efforts

*Témoigner de ces pratiques auprès de ses proches.

*Participer à des cercles locaux pour se former, partager et progresser ensemble, porter les difficultés des uns et les réussites d'autres, porter des projets au bénéfice des pauvres du territoires.

*Essaimer à partir des cercles existants pour en créer d'autres.

*Adhérer à l'association Aurore, outil de diffusion de l'économie de communion en France, en liaison avec l'organisation internationale. De plus Aurore a besoin d'adhérents pour avoir les moyens de diffuser les pratiques de l'économie de communion et accessoirement pour prétendre au statut d'association d'intérêt général pour pouvoir émettre des certificats fiscaux permettant aux donateurs de bénéficier d'une réduction fiscale (66% du don pour les particuliers. 5 pour mille du chiffre d'affaires, pour les entreprises).

*Financer les projets de l'économie de communion, même sans réduction fiscale. Ce qui compte ce n'est pas la réduction fiscale, mais le fait que cette réduction sur d'autres projets

¹²⁹ Charles Huet. Le Guide des produits *Made in emplois*. Editions du Puits fleuri. 2013.

que vous financez aussi, vous permette une réduction d'ensemble, non plus de 66%, mais de 50 ou de 40% si votre épargne « superflue » le permet.

*Participer aux week-ends et aux différents cercles nationaux porteurs de projets tels que vie de l'association, spiritualité, formation, communication, animation régionale, institut François Neveux.

*Organiser des évènements locaux

*Contribuer à la réflexion sur les fondamentaux

*Mobiliser et accompagner des jeunes pour participer à la grande aventure de l'économie de François et les encourager à participer aux futurs évènements. Leur proposer d'animer des cercles de jeunes locaux ou régionaux.

A bientôt !

Marc REYNAUD
Ingénieur et économiste

Coresponsable Institut François Neveux
Correspondant économie de communion Provence-Alpes-Côte d'Azur

BIBLIOGRAPHIE

Les références sont classées chronologiquement :

- 2008. Comment nous avons ruiné nos enfants. Patrick Artus, Marie-Paule Viard. Ed. La Découverte/Poche
- 2010. Prospérité sans croissance. La transition vers une écologie durable. Tim Jackson. Ed. Etopia, de Boeck.
- 2012. Un million de révolutions tranquilles. Comment les citoyens changent le monde. Bénédicte Manier. Ed. Les liens qui libèrent.
- 2013. Le guide des produits Made in emplois. Ou comment consommer contre le chômage. Charles Huet. Ed. Le Puits Fleuri.
- 2017. Pour une économie humaine. Mgr Pierre d'Ornellas et Yves Morvan. Ed. Salvator.
- 2017. La France des solutions. Ces citoyens qui bâtissent l'avenir. Reporters d'espoir et Jean-Louis Etienne. Ed. Artaud.
- 2018. Ça commence par moi. Soyons le changement. Julien Vidal. Ed. Seuil.
www.cacomenceparmoi.org.
- 2018. Consommation responsable. Témoignage Blandine et Arthur de Lassus. 6 Avril 2018. Centre Mistral Marseille. AFC.
- 2018. Comment sauver la planète à domicile. L'art de vivre selon Laudato si. Témoignage de Adeline et Alexis Voizard. Ed. Emmanuel.
- 2019. La société de bien commun. Vers une humanité intégrale. Ed. Ecologie Humaine.
- 2021. Ma petite cuisine Laudato si. Anne Moreau. CLD éditions.